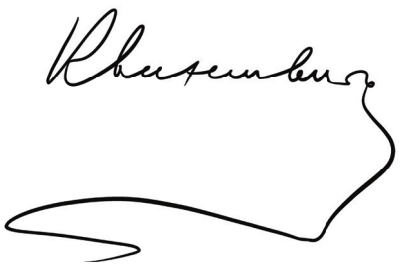
RÉFORME SOCIALE OU RÉVOLUTION

ROSA LUXEMBOURG

ÉDITIONS EN LANGUES ETRANGÈRES



Éditions en Langues Étrangères
38 rue Dunois, 75013 Paris
flpress@protonmail.com

Collection "Fondations" # 3 (Français)
Édition : Section Francophone—ELE

Première Édition
Paris, 2022
ISBN : 978-2-493844-09-5

Ce livre est publié sous licence CC BY-NC-SA 4.0, qui autorise sa copie et diffusion à titre non-commercial sous réserve de citation de l'auteur et de l'éditeur.

Table des matières

Première partie 1

1. La méthode opportuniste 3
2. L'adaptation du capitalisme 9
3. L'établissement du socialisme par la voie des réformes sociales 19
4. La politique douanière et le militarisme 27
5. Les conclusions pratiques et le caractère général du révisionnisme 33

Deuxième partie 42

1. Le développement économique et le socialisme 43
2. Les syndicats, les associations et la démocratie politique 53
3. La conquête du pouvoir politique 63
4. La faillite 73

Première partie[1]

Le titre du présent ouvrage peut susciter, à première vue, l'étonnement. Réforme sociale *ou* révolution ? La social-démocratie peut-elle être *contre* la réforme sociale ? Peut-elle *opposer* la réforme sociale à la révolution sociale, c'est-à-dire à la subversion du régime existant, but final de la social-démocratie ? Évidemment non. Aux yeux de la social-démocratie, la lutte pratique quotidienne pour les réformes sociales, pour l'amélioration de la situation du peuple laborieux sur le terrain du régime existant, la lutte pour les institutions démocratiques, constitue plutôt l'unique moyen de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'atteindre le but final : prise du pouvoir politique et suppression du système du salariat. La social-démocratie voit un lien indissoluble entre la réforme sociale et la révolution sociale : pour elle, la lutte pour les réformes sociales est un *moyen*, et la subversion sociale est le *but*.

C'est dans la théorie d'Eduard Bernstein, telle qu'elle est exposée dans ses articles « Les problèmes du socialisme » et particulièrement dans son ouvrage, *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*, que nous trouvons *pour la première fois* juxtaposés ces deux moments du mouvement ouvrier. Du point de vue pratique, toute cette théorie se ramène au conseil de renoncer à la subversion sociale, but final de la social-démocratie, et de transformer la réforme sociale de *moyen* de la lutte de classe en son *but*. Bernstein lui-même a formulé d'une manière extrêmement juste et acérée ses conceptions dans la phrase suivante : « Pour moi le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout. »

Mais le but final du socialisme est le seul moment décisif qui différencie le mouvement social-démocrate de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois. C'est ce but final qui, d'un rapiéçage infécond du mouvement ouvrier, entrepris pour sauver le régime capitaliste, transforme ce mouvement en une lutte de classe *contre* ce régime, afin de l'anéantir complètement. Voilà pourquoi la question « réforme sociale ou révolution ? », telle que la conçoit Bernstein, est en même

[1] Examen d'une série d'articles de Bernstein « Les problèmes du socialisme », *Les temps nouveaux*, 1897-1898. Réimprimé de la *Gazette populaire de Leipzig*, 1898 (« Probleme des Sozialismus », *Neue Zeit*, 1897-1898. Sonderabdruck aus der *Leipziger Volkszeitung*, 1898).

temps pour la social-démocratie une question de vie ou de mort. Dans les discussions avec Bernstein et ses disciples, il s'agit, en somme, non pas de telle ou telle forme de lutte, de telle ou telle tactique, mais de l'existence même du mouvement social-démocrate.

Il importe imminemment que les ouvriers le sachent, car c'est précisément d'eux qu'il s'agit ici et de leur influence sur le mouvement, leur sort même étant en jeu. Le courant opportuniste dans le parti, formulé théoriquement par Bernstein, n'est pas autre chose que le désir inconscient d'assurer la supériorité aux éléments petits-bourgeois entrés dans notre parti et de changer dans leur esprit la pratique et ses buts. Le problème de la réforme sociale et de la révolution, du but final et du mouvement, représente, d'autre part, le problème du *caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier*.

1. La méthode opportuniste

Si les théories reflètent les phénomènes du monde extérieur dans le cerveau humain, il faut ajouter, compte tenu de la plus récente théorie d'Eduard Bernstein, qu'elles les reflètent parfois à l'envers. La théorie de l'instauration du socialisme au moyen des réformes sociales, alors que la réforme sociale allemande s'est éteinte doucement ; la théorie du contrôle de la production par les syndicats après la défaite des ouvriers anglais des constructions mécaniques ; la théorie de la majorité social-démocrate au parlement après la révision de la constitution saxonne et l'attentat contre le droit de vote général aux élections au Reichstag ! Or, le centre de gravité des raisonnements de Bernstein se trouve, à notre avis, non pas dans ses conceptions relatives aux tâches pratiques de la social-démocratie, mais dans ce qu'il dit au sujet du développement objectif de la société capitaliste et à quoi sont étroitement liées les conceptions susmentionnées.

Selon Bernstein, à mesure que le capitalisme se développe, sa faillite générale devient de moins en moins possible, étant donné que le système capitaliste manifeste une faculté d'adaptation toujours plus grande et que la production se différencie constamment. La faculté d'adaptation du capitalisme s'exprime tout d'abord par la disparition des *crises* générales, grâce au développement du système de crédit, des organisations d'entreprises, du transport et des P.T.T.[2] ; ensuite, par la stabilité des couches moyennes, résultée de la différenciation continuelle des branches de production et du passage des larges couches du prolétariat dans les couches moyennes ; enfin, par l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, par suite de la lutte syndicale.

D'où une indication générale pour la lutte pratique de la social-démocratie, à savoir que son activité ne doit pas viser à la prise du pouvoir politique dans l'État, mais au mieux-être de la classe ouvrière et à l'instauration du socialisme non par une crise sociale et politique, mais en

[2] Les Postes, télégraphes et téléphones.

élargissant graduellement le contrôle social et en appliquant graduellement le principe coopératif.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ses raisonnements. Il les juge même conformes à certaines déclarations de Marx et d'Engels, ainsi qu'à la tendance générale de l'activité de la social-démocratie jusqu'à ces derniers temps. Or, il est difficile, à notre avis, de nier que les conceptions de Bernstein sont, en fait, absolument contraires à toutes les idées du socialisme scientifique. Si la révision bernsteinienne se limitait à l'affirmation que le développement capitaliste est beaucoup plus lent qu'on ne le croit d'ordinaire, cela signifierait qu'il faut *ajourner* la prise du pouvoir politique par le prolétariat, que l'on estimait jusque-là indispensable ; de là, on aurait pu, à la rigueur, tirer une conclusion pratique sur un ralentissement de la lutte. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce n'est pas la cadence de développement que Bernstein met en doute, c'est le développement même de la société capitaliste, et, partant, le passage au régime socialiste.

Si la théorie socialiste estime jusqu'à présent que le point de départ de la subversion socialiste aurait été une crise générale qui aurait tout anéanti, il faut, selon nous, faire la distinction entre les principes de la théorie et sa forme extérieure. Cette théorie présume que le régime capitaliste, de par lui-même, en vertu de ses propres contradictions, préparera le moment de sa chute, où son existence ne sera plus possible. Si l'on imaginait ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale, destructrice, c'est qu'il y avait assurément pour cela des causes profondes. Néanmoins, cela ne joue qu'un rôle secondaire pour l'idée fondamentale du socialisme. Comme on le sait, le socialisme tient sa base scientifique de *trois* principales conséquences du développement capitaliste : tout d'abord *l'anarchie* de plus en plus marquée de l'économie capitaliste, qui le mène infailliblement à sa perte ; ensuite la *socialisation* progressive du processus de production, qui crée des points de départ positifs pour le futur régime social ; enfin, *l'organisation et la conscience de classe* croissantes du prolétariat, facteur actif de la révolution à venir.

Bernstein réfute la *première* de ces thèses fondamentales du socialisme scientifique. Il prétend que le développement capitaliste ne s'achemine pas vers la faillite économique générale. Par là il conteste non seulement une certaine forme de la chute du régime capitaliste, mais la possibilité même de cette chute. Il déclare résolument :

> « On pourrait objecter qu'en parlant de la chute de la société moderne, on sous-entend bien plus qu'une crise économique générale qui aurait dépassé en force les crises antérieures, à savoir : la faillite totale du système capitaliste, due à ses propres contradictions. »

À cela, il répond :

> « L'anéantissement presque simultané de la totalité du système de production actuel devient, à mesure que la société se développe, de moins en moins probable, car ce développement augmente la faculté d'adaptation de l'industrie, tout en accentuant sa différenciation.[3] »

Dans ce cas, une question importante se pose : pourquoi et comment parviendrons-nous au but final de nos aspirations ? Pour le socialisme scientifique, la nécessité historique de la révolution socialiste s'exprime tout d'abord par l'anarchie croissante du système capitaliste qui entraîne le capitalisme dans une impasse. Mais si l'on convient avec Bernstein que le développement capitaliste ne court pas à sa perte, le socialisme *cesse d'être objectivement indispensable*. Des pierres angulaires de son fondement scientifique, il ne restera que les deux autres conséquences du régime capitaliste : le processus de production socialisé et la conscience de classe du prolétariat. C'est à cela que songe également Bernstein lorsqu'il dit :

> « La pensée socialiste (en éliminant la théorie de la faillite) ne perd aucunement sa force de conviction. En effet, si l'on y regarde de plus près, que sont les facteurs d'élimination ou de modification des crises antérieures que nous avons

[3] *Neue Zeit*, n° 18, 1897-1898, p. 555.

> dénombrés ? Ce sont des circonstances qui représentent simultanément les prémisses et en partie même les germes de la socialisation de la production et de l'échange.[4] »

Or, il suffit d'un bref regard pour démontrer également l'erreur de cette conclusion. Que signifient les phénomènes appelés par Bernstein les moyens d'adaptation du capitalisme : cartels, crédit, perfectionnement des moyens de communication, essor du bien-être de la classe ouvrière, etc. ? Ils éliminent, sans doute, ou tout au moins ils atténuent les contradictions intérieures de l'économie capitaliste, ils les empêchent de se développer et de s'aggraver. Ainsi l'élimination des crises c'est l'anéantissement des contradictions entre la production et l'échange sur la base du capitalisme ; l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, en tant que telle, et en partie, son passage dans les couches moyennes ont pour effet d'atténuer les contradictions entre le travail et le capital. Donc, puisque les cartels, le système de crédit, les syndicats, etc., suppriment les contradictions capitalistes, sauvent le système capitaliste de sa chute définitive et le maintiennent (c'est pourquoi Bernstein les appelle « facultés d'adaptation »), comment peuvent-ils, en même temps, être des « prémisses et même en partie des germes du socialisme » ? Seulement en ce sens, probablement, qu'ils favorisent une manifestation plus nette du caractère social de la production. Mais, du moment qu'ils conservent ce caractère sous sa forme capitaliste, ils rendent superflu le passage de cette production socialisée à la forme socialiste. C'est pourquoi ils peuvent servir de germe et de prémisses au régime socialiste seulement dans le sens idéologique et non dans le sens historique, c'est-à-dire que ce sont des phénomènes qui, comme nous le savons d'après notre conception du socialisme, sont apparentés à ce dernier, mais qui, en fait, loin de pouvoir provoquer une subversion socialiste, le rendent superflu. Il ne reste donc comme argument du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais elle aussi, dans ce cas concret, n'est pas simplement le reflet spirituel des contradictions toujours plus aiguës du capitalisme et de sa chute future, –

[4] *Ibid.*, p. 554.

celle-ci étant empêchée par les facultés d'adaptation – mais seulement un idéal, dont la force attractive repose sur les perfections qu'on lui attribue.

Nous avons donc là un argument du programme socialiste au moyen de la « cognition pure », ou, plus simplement, un argument idéaliste ; quant à la nécessité objective, preuve basée sur le développement matériel de la société, on la rejette. La théorie révisionniste se trouve devant un dilemme. Ou bien la révolution socialiste découle toujours des contradictions, intérieures du régime.capitaliste, et, avec ce régime, se développent ses propres contradictions d'où résultera un jour sa faillite sous telle ou telle forme ; mais dans ce cas les « facultés d'adaptation » ne valent rien, et la théorie de la faillite est juste. Ou bien les « facultés d'adaptation » sont vraiment capables d'empêcher la faillite du système capitaliste, c'est-à-dire de mettre le capitalisme à même d'exister et d'éliminer, par conséquent, ses contradictions ; mais dans ce cas le *socialisme* cesse d'être une nécessité historique et représente tout ce que l'on veut hormis le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme conduit à un autre : ou bien le révisionnisme a raison en ce qui concerne le développement capitaliste et, dans ce cas, la transformation socialiste de la société devient une utopie, ou bien le socialisme n'est pas une utopie, mais alors la théorie des « facultés d'adaptation » est erronée. *That is the question* – telle est la question.

2. L'adaptation du capitalisme

Pour Bernstein, le crédit, le perfectionnement des moyens de communication et des organisations patronales constituent les principaux moyens d'adaptation de l'économie capitaliste.

Commençons par le *crédit*. Il remplit différentes fonctions dans l'économie capitaliste, mais la plus importante consiste, comme on le sait, dans l'aptitude croissante de la production à s'élargir, dans la médiation, dans le concours prêté à l'échange. Là où la tendance immanente de la production capitaliste à l'élargissement illimité se heurte à la propriété privée, aux dimensions limitées du capital privé, le crédit permet de surmonter ces obstacles à la manière capitaliste ; il relie en un tout de nombreux capitaux privés (sociétés par actions) et met à la disposition du capitaliste le capital d'autrui (crédit industriel). D'autre part, en qualité de crédit commercial, il accélère l'échange de marchandises, autrement dit, il accélère le retour du capital à la production, et, par conséquent, tout le cycle du processus de production. On constate aisément l'influence de ces deux fonctions primordiales du crédit sur la naissance des crises. Si, comme on le sait, les crises découlent des contradictions entre la tendance de la production à s'élargir et la faculté limitée de consommer, le crédit est destiné en quelque sorte, ainsi qu'il a été dit plus haut, à déceler cette contradiction le plus souvent possible. Tout d'abord, il intensifie infiniment la faculté qu'a la production de s'élargir et y crée constamment le stimulant intérieur qui la fait sortir des limites du marché. Mais il agit sur deux fronts. Si, en tant que facteur du processus de production, le crédit engendre la surproduction, en tant que moyen de circulation il anéantit pendant la crise les forces productives qu'il a engendrées. Aux premiers indices de stagnation, le crédit se trouve diminué, ne favorise plus l'échange là où il est nécessaire, s'avère inefficace et inutile là où il fonctionne encore et réduit par là, au moment des crises, la faculté de consommation aux dimensions minimes.

Outre ces deux conséquences très importantes, le crédit influence, de diverses autres façons, la formation des crises. Il est non seulement

un moyen technique permettant au capitaliste de disposer du capital d'autrui, il l'encourage à consommer impudemment la propriété d'autrui et mène par conséquent à des spéculations risquées. Comme moyen perfide qu'est l'échange de marchandises, non seulement il approfondit la crise, mais il facilite encore sa naissance et son extension ; il transforme l'échange en un mécanisme extrêmement compliqué et artificiel, ayant pour base réelle une quantité minime de monnaie, de sorte que la moindre cause le désorganise.

Ainsi, le crédit est loin d'être un moyen susceptible d'éliminer ou d'atténuer les crises, c'est au contraire un facteur particulier et puissant de leur engendrement. Il ne peut d'ailleurs en être autrement. La fonction spécifique du crédit, dans ses traits les plus généraux, consiste justement à déséquilibrer complètement les rapports capitalistes et introduire partout la plus grande élasticité, à rendre les forces capitalistes souples, relatives et sensibles au plus haut degré. Il est clair que cela ne peut qu'approfondir et faciliter la crise qui n'est rien d'autre que la collision périodique des forces opposées de l'économie capitaliste.

Mais ceci nous ramène à une autre question : comment le crédit peut-il être en général un « moyen d'adaptation » du capitalisme ? Quels que soient le rapport et la forme sous lesquels nous nous représentons cette « adaptation » au moyen du crédit, sa nature ne peut consister, sans doute, qu'en une seule chose : elle atténue un rapport contradictoire dans l'économie capitaliste, elle fait disparaître ou affaiblit l'une des contradictions et donne ainsi une certaine liberté aux forces enchaînées. Or, s'il existe dans la société capitaliste actuelle un moyen capable de réduire toutes ses contradictions au dernier degré, c'est bien le crédit. Il accentue les contradictions entre les *modes de production et d'échange*, en ramenant la production à la tension maximum et en paralysant l'échange pour la moindre cause. Il accentue la contradiction entre le *mode de production et le moyen d'appropriation*, en séparant la production de la propriété, en transformant le capital investi dans la production en capital social et en donnant aux parts de bénéfice la forme du pourcentage sur le capital, c'est-à-dire de pure propriété privée. Il accentue la contradiction entre les rapports de la

propriété et de la production, en concentrant, par l'expropriation violente de nombreux petits capitalistes, d'énormes forces productives entre les mains d'une poignée de magnats. Il accentue la contradiction entre le caractère *social* de la production et la *propriété privée* capitaliste, en rendant indispensable l'intervention du gouvernement dans la production (sociétés par actions).

Bref, le crédit reproduit les contradictions fondamentales du monde capitaliste et les pousse à l'extrême, il accélère la cadence à laquelle la société capitaliste court à sa perte, à la faillite. Ainsi, pour ce qui est du crédit, la première chose que devrait faire le capitalisme en vue de sa propre adaptation, c'est d'*anéantir* le crédit, de mettre fin à son activité. Dans son état actuel, le crédit sert non de moyen d'adaptation, mais de moyen d'anéantissement exerçant une influence extrêmement révolutionnaire. Car c'est ce caractère révolutionnaire du crédit, sortant du cadre du capitalisme, qui fut le motif des plans réformistes légèrement teintés de socialisme et qui a donné, selon l'expression de Marx, aux principaux défenseurs du crédit, tels que Isaac Pereire[5] en France, leur caractère mitigé d'escrocs et de prophètes.

Il en est de même pour le second « moyen d'adaptation » de la production capitaliste – les *syndicats patronaux* – qui, lors d'un examen plus profond, est tout aussi inconsistant. Selon Bernstein, ces syndicats doivent, en réglant la production, faire cesser l'anarchie et prévenir les crises. Pour ce qui est de leur multiple influence économique, le développement des cartels et des trusts est un phénomène qui n'est pas encore élucidé. Le problème ne peut être résolu qu'à l'aide de la doctrine de Marx. Ce qui est clair, c'est que l'on ne saurait parler de l'arrêt de l'anarchie de la production capitaliste au moyen des syndicats patronaux que si les cartels, les trusts, etc., tentaient de devenir, au moins approximativement, une forme générale et dominante de la production. Or, ceci est exclu de par la nature même des cartels. Le but économique final et l'activité des syndicaux patronaux consiste à influencer – en détruisant la concurrence au sein de telle ou telle indus-

[5] Isaac Pereire (1806-1880) était un homme d'affaires français devenu député en 1863, siégeant dans la majorité dynastique soutenant Napoléon III.

trie – le partage de la masse générale du profit acquis sur le marché en augmentant la part de cette industrie. Mais une organisation ne peut augmenter le taux des profits d'une certaine industrie qu'au détriment des autres, et, par là même, ne peut devenir générale. En s'étendant aux branches de production les plus importantes, elle détruit sa propre influence.

Même dans les limites de leur activité pratique, les syndicats patronaux agissent dans un sens absolument contraire à l'arrêt de l'anarchie industrielle. Les cartels augmentent les taux de profit cités sur le marché intérieur, en plaçant dans la production exportée les parts supplémentaires du capital qui ne peuvent être employées aux besoins intérieurs, en se contentant d'un taux de profit bien moindre, c'est-à-dire en vendant leurs marchandises à l'étranger beaucoup moins cher que dans leur pays. Il en résulte une concurrence plus aiguë à l'étranger, une anarchie croissante du marché mondial, exactement le contraire de ce qu'ils voulaient. L'histoire de l'industrie internationale du sucre en offre un exemple.

Enfin, les syndicats patronaux dans leur ensemble en tant qu'une des formes du mode de production capitaliste, doivent être envisagés comme un stade intermédiaire, comme une phase déterminée du développement capitaliste. En effet ! Les cartels ne sont qu'un moyen du mode de production capitaliste visant à retenir la baisse fatale du taux de profit dans certaines industries. Quelle est donc la méthode employée à ces fins par les cartels ? Elle consiste simplement à ne pas employer une partie du capital accumulé ; c'est donc la même méthode que celle appliquée lors des crises, mais sous une autre forme. Or, ce remède qui ressemble comme deux gouttes d'eau à la maladie, ne peut être employé que jusqu'à un certain moment, en qualité de moindre mal. Dès que le marché d'écoulement commencera à se restreindre du fait que le marché mondial se développera à l'extrême et sera épuisé par les pays capitalistes concurrents – l'on ne peut nier que ce moment arrivera tôt ou tard – la partie du capital forcément inemployée prendra de telles dimensions que le remède lui-même se transformera en maladie, et le capital, déjà sensiblement socialisé grâce à l'organisation, rede-

viendra un capital privé. Étant donné que la possibilité d'accaparer une petite place sur le marché diminue, toute part privée du capital préfère chercher sa chance à ses risques et périls. Dans ce cas les organisations doivent éclater comme des bulles de savon et céder de nouveau la place à la concurrence libre, mais sous une forme renforcée.[6]

Les cartels, aussi bien que le crédit, représentent donc des phases de développement concrètes, qui, en définitive, accentuent encore l'anarchie du monde capitaliste, dévoilent et font mûrir toutes ses contradictions intérieures. Ils aggravent les contradictions entre le mode de production et le moyen d'échange, en intensifiant à l'extrême la lutte entre le producteur et le consommateur, comme nous le voyons particulièrement aux États-Unis d'Amérique. Ils rendent encore plus aiguës les contradictions entre le mode de production et le moyen d'appropriation, en opposant à la classe ouvrière la force supérieure du capital organisé, sous sa forme la plus implacable, et ils intensifient ainsi au plus haut point l'antagonisme entre le travail et le capital.

Ils aggravent, enfin, les contradictions entre le caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'État capitaliste, car les cartels, qui s'accompagnent de la guerre générale des douanes, poussent à l'extrême l'antagonisme entre les divers États capitalistes. À cela vient s'ajouter l'influence directe et excessive-

[6] Dans le renvoi du tome 3 du *Capital*, Engels écrivait en 1894 :

« Depuis que ce qui précède a été écrit (1865), la concurrence s'est notablement accrue sur le marché mondial, à cause du développement rapide de l'industrie dans tous les pays civilisés, en particulier en Amérique et en Allemagne. Le fait que les forces productives modernes qui grandissent rapidement et prennent des proportions gigantesques dépassent chaque jour davantage les lois de l'échange capitaliste de marchandises, dans le cadre desquelles elles devraient se mouvoir, s'impose de plus en plus même à la conscience des capitalistes. On le constate surtout à deux symptômes. D'abord dans la nouvelle manie généralisée des barrières douanières qui se distingue de l'ancien protectionnisme en particulier parce qu'elle protège surtout les articles d'exportation. Deuxièmement dans les accords (trusts) des industriels de grandes sphères de production tout entières, en vue de régulariser la production et par là les prix et les profits. Il va de soi que ces expériences ne peuvent être menées à bien que dans un climat économique relativement favorable. La première tempête les mettra à bas prouvant que si la production a besoin d'être réglementée ce n'est certes pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire. Entre-temps des accords n'ont pour but que de veiller à ce que les petits soient mangés par les gros encore plus vite que par le passé. » (dans K. Marx, *Le Capital*, livre troisième, tome 1, *Éditions Sociales*, Paris, 1957, p. 137.)

ment révolutionnaire des cartels sur la concentration de la production, le perfectionnement technique, etc.

Ainsi, en influençant définitivement l'économie capitaliste, les cartels, loin d'être des « moyens d'adaptation » qui suppriment ses contradictions, sont tout au contraire l'un des moyens de l'économie capitaliste qui visent à intensifier l'anarchie qui lui est inhérente, à révéler les contradictions qui s'y trouvent et accélérer sa propre chute.

Or, si le crédit, les cartels et d'autres moyens n'éliminent pas l'anarchie dans l'économie capitaliste, comment a-t-il pu se faire que durant une vingtaine d'années, à partir de 1873, nous n'ayons pas subi de crises commerciales générales ? N'est-ce pas là un signe que le mode de production capitaliste, à sa base du moins, s'est réellement « adapté » aux besoins de la société et qu'il a démenti l'analyse de Marx ? La réponse a suivi de près la question. A peine Bernstein eut-il jeté à la poubelle, en 1898, la théorie de Marx sur les crises, qu'une violente crise générale éclatait en 1900 et que sept ans plus tard, en 1907, une nouvelle crise, venue des États-Unis, s'étendait à tout le marché mondial. Ainsi, les faits éclatants ont réfuté la théorie de l'« adaptation » du capitalisme. Ceci a également confirmé que ceux qui reniaient la théorie marxiste des crises seulement parce qu'elle ne s'était pas justifiée dans les prédictions du délai des « deux crises », avaient confondu le fond de la théorie avec un détail extérieur insignifiant de sa forme : le cycle décennal. Quand Marx et Engels eurent défini, dans les années 60 et 70, le cycle de l'industrie capitaliste moderne comme un cycle décennal, ce n'était là qu'une simple constatation des faits qui, à leur tour, ne s'appuyaient sur aucune loi de la nature, mais étaient déterminés par des circonstances historiques concrètes, rattachées à l'élargissement par bonds de la sphère d'action du jeune capitalisme.

En fait, la crise de 1825 résultait des gros investissements de capitaux placés dans la construction des routes, des canaux et des usines à gaz, qui surgirent, de même que la crise elle-même, au cours des dix dernières années, principalement en Angleterre. La crise de 1836-1839

fut également un effet de l'immense grunderisme[7] provoqué par la création de nouveaux moyens de transport. La crise de 1847 fut, comme on le sait, déclenchée par la construction fiévreuse des chemins de fer en Angleterre (de 1844 à 1847, en trois ans à peine, le Parlement avait distribué des concessions pour la construction de voies ferrées pour une somme de près de 1,5 milliard de thalers !). Dans les trois cas, les crises résultaient donc de différentes formes de réorganisation de l'économie capitaliste et de la création de nouvelles bases du développement capitaliste. La crise de 1857 était due à la brusque apparition, pour l'industrie européenne, de nouveaux marchés d'écoulement en Amérique et en Australie grâce à la découverte des gisements d'or ; en France qui sous ce rapport suivait pas à pas l'Angleterre, elle provenait surtout de la construction des chemins de fer (de 1852 à 1856 on construisit en France pour 1 250 millions de francs de nouvelles voies ferrées). Enfin, comme on le sait, la dure crise de 1873 fut une conséquence directe de la création de la grosse industrie en Allemagne et en Autriche et de son premier essor impétueux qui suivit les événements politiques de 1866 et 1871[8]. Ainsi, jusqu'à présent, la cause des crises commerciales était toujours une brusque *extension* de la sphère de l'économie capitaliste. Le fait que les crises internationales reviennent exactement tous les dix ans, n'est en lui-même qu'un phénomène extérieur, accidentel. Le schéma marxiste de la formation des crises, tel que l'ont donné Engels dans *Anti-Dühring* et Marx dans les livres I et III du *Capital*, s'applique à toutes les crises, car il dévoile le *mécanisme intérieur* et les *causes générales* profondément cachées des crises, qu'elles se répètent tous les 10 ou 5 ou tous les 20 et 8 ans alternativement. Mais l'indigence de la théorie bernsteinienne est mise en évidence d'une manière très convaincante

[7] Le grunderisme ou *grunderstvo* en russe – de l'allemand « grunden », fonder – fait référence à une période au 19e siècle durant laquelle étaient fondées un très grand nombre d'entreprises qui se révélaient souvent fausses, non viables, mais rapportaient de gros profits aux banquiers fondateurs.

[8] Il s'agit de la guerre austro-prussienne de 1866, dont le résultat fut l'union de l'Allemagne du Nord autour de la Prusse industriellement développée, ainsi que de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, qui s'acheva par la victoire de la Prusse. En 1871 s'acheva l'unité de l'Empire allemand, qui favorisa un développement rapide du capitalisme en Allemagne.

par le fait que la dernière crise de 1907-1908 fut la plus terrible dans le pays où les fameux « moyens d'adaptation » – crédit, service de communications et trusts – sont le plus développés. En général, la supposition que la production capitaliste aurait pu « s'adapter » à l'échange, exige l'une ou l'autre des deux conditions suivantes : ou bien le marché mondial s'élargit à l'infini, ou, au contraire, les forces productives sont limitées dans leur croissance au point qu'elles ne peuvent dépasser les limites du marché. La première supposition est physiquement impossible, et à la seconde s'oppose le fait que dans tous les domaines de la production une révolution technique s'accomplit à chaque pas et des forces productives nouvelles s'éveillent chaque jour.

À en croire Bernstein, il existerait encore un phénomène qui s'oppose, sous le capitalisme, au cours des choses indiqué : « La phalange presque inflexible » des entreprises moyennes. Ceci prouverait, d'après lui, que le développement de la grande production n'agit pas de la façon révolutionnaire et concentrée à laquelle on devrait s'attendre suivant la « théorie de la faillite ». Cependant, il serait absolument erroné de concevoir le développement de la grosse industrie en ce sens qu'au fur et à mesure de ce développement, toutes les entreprises moyennes devront *disparaître* l'une après l'autre de la surface de la terre.

Dans le développement capitaliste général, nous dit Marx, c'est justement le petit capital qui joue sous deux rapports le rôle de pionnier de la révolution technique : aussi bien en ce qui concerne les méthodes de production nouvelles dans les vieilles branches solides et bien établies que dans la création de nouvelles branches de l'industrie encore inutilisées par les gros capitaux. L'idée selon laquelle le développement des entreprises capitalistes moyennes s'acheminerait en ligne droite vers une chute graduelle, est totalement fausse. En fait, là aussi, le développement est plutôt purement dialectique et se meut constamment entre les contradictions. Les couches capitalistes moyennes, de même que la classe ouvrière, se trouvent entièrement sous l'influence de deux tendances opposées : la tendance qui élève et celle qui opprime. Cette dernière consiste, dans ce cas, en l'accroissement continuel de la production, qui dépasse périodiquement le volume des capitaux moyens

et les élimine ainsi derechef du champ de lutte. La tendance à l'élévation consiste aussi bien dans la dépréciation périodique des capitaux existants, qui réduit à nouveau, pour un certain temps, la production conformément à la valeur du capital minimum nécessaire, que dans l'infiltration de la production capitaliste dans de nouvelles sphères. On ne peut imaginer la lutte des entreprises moyennes contre le grand capital sous l'aspect d'une bataille rangée, où le nombre des troupes du côté faible diminue sensiblement et toujours davantage, mais plutôt comme l'annulation périodique des petits capitaux qui repoussent rapidement ensuite pour se retrouver sous la faux de la grande industrie. De ces deux tendances qui jouent avec les couches capitalistes moyennes comme avec une balle c'est la tendance à l'*oppression* de la classe ouvrière qui l'emporte, contrairement à son développement. Ceci ne se manifeste pas toujours par la diminution du nombre absolu des entreprises moyennes, mais s'exprime, premièrement, par l'accroissement graduel du minimum du capital nécessaire à la vitalité des entreprises dans les anciennes branches et, deuxièmement, par le laps de temps de plus en plus restreint, au cours duquel les petits capitaux exploitent individuellement de nouvelles branches de production. Voilà pourquoi la durée de vie du petit capital *individuel* va en diminuant, les méthodes de production et de son application changent de plus en plus vite, et qu'il en résulte, pour la classe dans son *ensemble*, un métabolisme social qui s'accélère constamment.

Bernstein en a parfaitement connaissance et il le constate lui-même. Mais il oublie, sans doute, que c'est la loi du développement des entreprises capitalistes moyennes. Si les petits capitaux sont les champions du progrès technique et si le progrès dans le domaine technique est le nerf vital de l'économie capitaliste, les petits capitaux sont évidemment les compagnons inséparables du développement capitaliste et ne peuvent disparaître qu'avec lui. La disparition successive des entreprises moyennes du point de vue de la statistique sommaire absolue – ce dont parle Bernstein –, indiquerait non pas le développement révolutionnaire du capitalisme, comme il le pense, mais, tout au contraire, la stagnation et la léthargie du capitalisme.

> « Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement relatif du capital, est surtout important pour toutes les agglomérations de capital qui se forment d'elles-mêmes. Et si la formation du capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux […] le feu vivifiant de la production s'éteindrait définitivement. *Celle-ci tomberait en sommeil*.[9] »

[9] K. Marx, *Le Capital*, livre troisième, tome 1, p. 271.

3. L'établissement du socialisme par la voie des réformes sociales

Bernstein réfute la « théorie de la faillite » comme voie historique conduisant à la réalisation de la société socialiste. Quelle est donc la voie qui y mène selon la « théorie de l'adaptation du capitalisme » ? A cette question, Bernstein n'a répondu que par allusions, et Conrad Schmidt a tenté de donner une réponse plus détaillée dans l'esprit de Bernstein.[10] D'après lui, la « lutte syndicale et la lutte politique pour les réformes sociales aboutissent à un contrôle toujours plus efficace des conditions de production exercé par la société, et réduisent petit à petit le propriétaire du capital au rôle d'administrateur » en le limitant dans ses droits au moyen des lois, jusqu'à ce qu'enfin « la direction et la gestion de la production soient enlevées au capitaliste dont la résistance sera brisée et qui comprendra que sa propriété perd constamment sa valeur pour lui-même », et se trouvera indu ainsi dans la production sociale.

Les syndicats, les réformes sociales, et, de l'avis de Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont donc les moyens pour l'instauration graduelle du socialisme.

Commençons par les syndicats. Leur principale fonction – et Bernstein lui-même l'a mieux montré que quiconque dans *Les temps nouveaux* de 1891 –, c'est d'être pour les ouvriers le moyen d'appliquer la loi capitaliste au salaire, c'est-à-dire la vente de la force de travail suivant son prix de marché au moment donné. Le service que rendent les syndicats au prolétariat consiste en ce qu'ils lui permettent d'utiliser dans leur intérêt la conjoncture du marché existant à chaque moment donné. Mais la conjoncture elle-même : d'une part la demande dépendant de l'état de la production, d'autre part, l'offre de force de travail due à la prolétarisation des couches moyennes, à la multiplication

[10] *En avant !* du 20 février 1898. « Revue littéraire ». Nous nous estimons d'autant plus en droit de considérer les conceptions de Conrad Schmidt en liaison avec celles de Bernstein que ce dernier n'a réfuté aucune parole des commentaires sur ses conceptions publiées dans *En avant !*

naturelle de la classe ouvrière, enfin, au degré de productivité du travail, tout ceci est en dehors de la sphère d'influence des syndicats. Par suite, ils ne sont pas en mesure d'abolir la loi sur les salaires ; ils peuvent tout au plus confiner l'exploitation capitaliste dans des frontières « normales » pour le moment donné, mais sont incapables de l'anéantir, même graduellement.

Conrad Schmidt, lui, voit dans le mouvement syndical moderne une faible étape initiale et il s'attend à ce que plus tard l'organisation syndicale influe toujours plus sur la régularisation de la production elle-même. Mais la régularisation de la production ne peut signifier que de deux choses l'une : ou bien l'on intervient dans la technique du processus de production, ou bien l'on détermine les dimensions de la production même. Quel pourrait être, dans ces deux cas, le caractère de l'influence des syndicats ? Il est clair qu'en ce qui concerne la technique de la production, l'intérêt d'un capitaliste concorde jusqu'à un certain point avec le progrès et le développement de l'économie capitaliste. Son propre intérêt l'incite aux perfectionnements techniques. Quant à l'ouvrier, son attitude est directement opposée : toute révolution technique est contraire aux intérêts des ouvriers qui y sont directement rattachés ; elle aggrave leur situation en dépréciant la force de travail, en rendant le travail plus intensif, plus monotone et plus pénible. Du fait que le syndicat peut intervenir dans la technique de la production, il est sans doute capable d'agir seulement dans le dernier sens : dans l'intérêt de certains ouvriers, directement visés, c'est-à-dire s'opposer aux innovations. Mais alors, il n'agit pas dans l'intérêt de la classe ouvrière en général, en vue de sa libération, car cet intérêt-là concorde avec le progrès technique, autrement dit avec les aspirations de certains capitalistes. Le syndicat fait donc ici le jeu de la réaction. En somme, le désir d'influencer le côté technique de la production nous le trouvons dans le mouvement syndical du passé et non dans celui de l'avenir où le cherche Conrad Schmidt. C'est le trait distinctif d'un stade ancien du trade-unionisme anglais (jusqu'aux années 60), alors que ce dernier ne s'était pas encore départi des vestiges médiévaux des ateliers et, ce qui est bien caractéristique, agissait selon le principe périmé du « droit acquis à

un travail honnête[11] ». Le désir des syndicats de fixer les dimensions de la production et les prix des marchandises remonte à une époque plus récente. Ce n'est que ces derniers temps que nous nous heurtons – de nouveau en Angleterre – à la naissance de ces tentatives[12] ; mais par son caractère et sa tendance, ce désir ressemble exactement au précédent. À quoi devrait se ramener la participation active des syndicats à l'établissement du volume et du prix de la production marchande ? A l'alliance des ouvriers et des patrons contre le consommateur qui agit à l'aide de mesures coercitives contre les patrons concurrents, mesures qui ne le cèdent en rien aux méthodes des syndicats patronaux bien organisés. Au fond, ce n'est plus la lutte entre le travail et le capital, c'est une lutte solidaire du capital et de la main-d'œuvre contre la société consommatrice. De par son caractère social, c'est un principe réactionnaire, qui, de ce point de vue déjà, ne peut servir d'étape dans la lutte libératrice du prolétariat, mais qui constitue plutôt quelque chose de directement opposé à la lutte de classe. Par son sens pratique, c'est une utopie qui, à bien réfléchir, ne pourra jamais s'étendre à des industries plus importantes qui produisent pour le marché mondial.

Ainsi, l'activité des syndicats se borne en fait à lutter pour l'augmentation du salaire et la réduction de la journée de travail, c'est-à-dire à régulariser l'exploitation capitaliste suivant les conditions du marché ; de par leur nature même, il leur est absolument impossible d'influencer le processus de production. Bien plus. Tout le développement des syndicats vise à une rupture complète des rapports immédiats entre le marché du travail et le marché des marchandises, ce qui est absolument contraire à ce qu'affirme Conrad Schmidt. Le plus caractéristique, en l'occurrence, c'est que l'aspiration, même passive, à établir un rapport direct entre le contrat de travail et la situation générale de la production au moyen du système de l'échelle mobile des salaires, est périmée

[11] Sidney et Beatrice Webb, *Theorie und Praxis der Englischen Gewerkvereine (« Industrial Democracy »)*, 2. Bd., p. 100.

[12] Ibid., p. 115.

à l'heure actuelle et que les trade-unions anglaises sont toujours plus portées à la renier[13].

Mais même dans les limites réelles de son influence, le mouvement syndical ne s'élargit pas d'une façon aussi illimitée que le suppose la théorie de l'adaptation du capital. Tout au contraire. En examinant les périodes plus importantes du développement social, on ne peut ne pas remarquer le fait que nous allons au-devant de difficultés croissantes du mouvement syndical, et non de son puissant essor. Du moment que le développement de l'industrie a atteint son apogée et que l'on observe sur le marché mondial une « courbe descendante » du capital, la lutte syndicale devient doublement difficile : premièrement, la conjoncture objective du marché s'aggrave pour la main-d'œuvre, car la demande se fait plus lentement et l'offre, au contraire, se développe plus vite que l'on ne l'observe en ce moment ; deuxièmement, le capital lui-même, afin de compenser les pertes subies sur le marché mondial, empiète toujours plus sur la part du produit qui revient à l'ouvrier. Car la baisse du salaire est un des moyens les plus efficaces pour empêcher une diminution du taux de profit[14]. L'Angleterre nous présente un tableau du début de la seconde étape du mouvement syndical. Ici, il se ramène, par nécessité, à défendre ce qui a déjà été conquis, mais cela devient de jour en jour plus difficile. Le second côté de la marche générale indiquée devra être l'essor de la lutte de classe *politique* et socialiste.

Conrad Schmidt commet la même erreur quant aux perspectives historiques de la *réforme sociale*, dont il attend qu'elle dictera à la classe des capitalistes, en alliance avec les coalitions syndicales ouvrières, les conditions dans lesquelles ces derniers peuvent utiliser la main d'œuvre ». Concevant dans cet esprit la réforme sociale, Bernstein estime que les lois ouvrières font partie du « contrôle social » et, par conséquent, du socialisme. Partout où il parle de la défense étatique du travail, Conrad Schmidt emploie l'expression « contrôle social », et il a si bien transformé l'État en société, qu'il ajoute tranquillement : « c'est-à-dire la classe ouvrière en développement » ; grâce à cette opé-

[13] Ibid.

[14] K. Marx, *Le Capital*, livre troisième, tome 1, pp. 247-248.

ration, les décisions anodines du Bundesrat allemand sur la protection du travail deviennent des mesures socialistes transitoires du prolétariat allemand.

La mystification saute aux yeux. En vérité, l'État moderne n'est pas la « société » de la classe ouvrière en développement, mais le représentant de la société *capitaliste*, c'est-à-dire son État de classe. C'est pourquoi ses réformes sociales ne sont aucunement une manifestation du « contrôle social », du contrôle d'une société qui effectue librement son propre processus de travail, mais la manifestation du contrôle exercé par *l'organisation de classe du capital sur le processus de production du capital*. C'est là, c'est-à-dire dans l'intérêt du capital, que se trouvent les frontières naturelles de la réforme sociale. Cependant Conrad Schmidt de même que Bernstein n'y voient à l'heure actuelle qu'une « faible étape initiale » et espèrent voir dans l'avenir un développement illimité des réformes sociales en faveur de la classe ouvrière. Ils font ainsi la même erreur qu'en présumant l'essor illimité de la puissance du mouvement syndical.

La théorie de l'établissement graduel du socialisme par la voie des réformes sociales présuppose – *et c'est là que se trouve son centre de gravité* – un développement objectif déterminé de la *propriété* capitaliste et de l'*État*. En ce qui concerne la première, son futur développement, comme le pense Conrad Schmidt dans son schéma, doit « réduire petit à petit le propriétaire du capital au rôle d'administrateur, en le limitant dans ses droits ». Par suite de la soi-disant impossibilité de réquisitionner d'un coup et subitement les moyens de production, Conrad Schmidt invente une théorie d'*expropriation graduelle*. À cette fin, il échafaude en qualité de prémisse indispensable la théorie de la scission du droit de propriété en « propriété supérieure », qu'il met à la disposition de la « société » et qui, selon lui, doit s'étendre de plus en plus, et en « droit d'utilisation » qui, entre les mains du capitaliste, se convertit avec le temps en une simple gestion. Si cette construction est un simple jeu de mots qui ne recèle rien de sérieux, la théorie d'expropriation graduelle n'est qu'un vain mot ; si elle constitue un sérieux schéma de développement juridique, elle est absolument fausse.

Le fractionnement du droit de propriété en différents pouvoirs, auquel Conrad Schmidt a recours pour démontrer sa théorie d'« expropriation graduelle » du capital est caractéristique pour une société à économie féodale naturelle, où la répartition de la production entre les différentes classes sociales se faisait en nature, sur la base des rapports personnels entre le seigneur et ses subordonnés. La désintégration de la propriété reflétait en l'occurrence une organisation préliminaire de la répartition des richesses sociales. Lors du passage à la production marchande et de l'annulation des liens personnels entre certains participants au processus de production, le rapport entre l'homme et l'objet – la propriété privée – s'est, au contraire, renforcé. Du fait que la répartition s'accomplit non sur la base des relations personnelles, mais au moyen de l'*échange*, certains droits de participation à la richesse sociale sont conditionnés non par des parcelles de droit de propriété sur l'objet social, mais par la *valeur* que chacun apporte au marché. La première révolution dans les rapports juridiques qui accompagnent l'apparition de la production marchande dans les communautés urbaines du moyen âge, fut la formation de la propriété privée absolue au sein des rapports juridiques féodaux, basés sur la répartition de la propriété. Dans la production capitaliste, ce développement se fraie une nouvelle voie. Plus la socialisation du processus de production va de l'avant et plus le processus de répartition s'appuie sur un pur échange, plus la propriété privée devient fermée et inviolable, plus la propriété capitaliste se transforme du droit au produit du travail personnel en pur droit d'approprier le travail d'autrui. Tant que le capitaliste dirige lui-même sa fabrique, la répartition est liée, jusqu'à un certain point, à la participation personnelle dans le processus de production. À mesure que la gestion personnelle du fabricant devient superflue – dans les sociétés par actions c'est déjà un fait accompli – la propriété du capital, base des prétentions lors de la répartition, est complètement détachée des rapports personnels dans la production et se manifeste à l'état le plus pur et le plus exclusif. Dans le capital de prêt par actions et industriel, le droit de propriété capitaliste atteint pour la première fois son plein développement.

Le schéma historique de Schmidt « du propriétaire au simple administrateur » représente donc un développement à rebours qui va du propriétaire et de l'administrateur au propriétaire pur. Il arrive ici à Schmidt ce qui était arrivé à Goethe :

« Was er besitzt, das sieht er wie im weiten,
Und was verschwand, wird ihm zu Wirklichkeiten.[15] »

Et, de même que son schéma historique rétrograde, économiquement parlant, des sociétés par actions les plus modernes à la manufacture ou même aux ateliers artisanaux, de même il s'efforce, juridiquement parlant, d'enfermer le monde capitaliste dans la coquille de l'économie féodale naturelle.

De ce point de vue le « contrôle social » apparaît également sous un autre jour que ne le présente Conrad Schmidt. Ce qui à l'heure actuelle agit comme « contrôle social » – protection du travail, surveillance des sociétés par actions, etc. – n'a au fond rien de commun avec la participation au droit de propriété, avec la « propriété supérieure ». Ce contrôle s'exerce non pour *limiter* la propriété capitaliste, mais, au contraire, pour la protéger. Autrement dit, en nous exprimant dans un langage économique, ce n'est pas une *ingérence* dans l'exploitation capitaliste, mais la *normalisation*, la mise en ordre de cette exploitation. Et si Bernstein pose la question de savoir si la loi ouvrière contient peu ou beaucoup de socialisme, nous pouvons l'assurer que la meilleure des lois ouvrières renferme autant de socialisme que l'arrêté du conseil municipal sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz, qui est lui aussi un « contrôle social ».

[15] « Ce qu'il possède, il le voit dans la brume, Ce qui n'est plus est devenu réel. »

4. La politique douanière et le militarisme

La seconde condition de l'établissement graduel du socialisme est, d'après Bernstein, la conversion de l'État en société.

L'affirmation selon laquelle l'État moderne est un État de classe, est devenue un lieu commun. Il nous semble, cependant, que cette théorie, comme tout ce qui se rapporte à la société capitaliste, devrait être considérée non comme une vérité absolue et figée, mais du point de vue de l'évolution constante. La victoire politique de la bourgeoisie a transformé l'État en un État capitaliste. Il est évident que le développement capitaliste lui-même change sensiblement la nature de l'État, qu'il élargit constamment la sphère de son influence en lui attribuant notamment de nouvelles fonctions dans la vie économique et en rendant son intervention et son contrôle toujours plus indispensables. C'est ainsi que se prépare peu à peu la fusion de l'État avec la société, pour ainsi dire, le passage inverse des fonctions de l'État à la société. On peut alors parler de la conversion de l'État capitaliste en société, et c'est assurément dans ce sens que Marx a dit que la protection du travail est la première forme d'intervention consciente de la « société » dans son processus de vie social, théorie à laquelle se réfère Bernstein.

Mais, d'autre part, grâce à ce même développement capitaliste, il se produit un autre changement dans l'État. Tout d'abord, l'État moderne est une organisation de la classe capitaliste au pouvoir. Si, dans l'intérêt de l'évolution sociale, il assume différentes fonctions d'intérêt commun, cela est dû à ce que cet intérêt et l'évolution sociale concordent généralement avec les intérêts de la classe dominante. Les capitalistes en tant que classe, par exemple, sont aussi intéressés que la société à la protection du travail. Mais cette harmonie ne va que jusqu'à un certain point du développement capitaliste. Dès qu'il a atteint un niveau déterminé, les intérêts de la bourgeoisie et ceux du progrès économique, même dans le sens capitaliste, commencent à diverger. Nous pensons que cette étape est déjà arrivée, et cela s'exprime par deux phénomènes primordiaux de la vie sociale actuelle : *la politique douanière et le militarisme*. Tous les deux – la politique douanière et le milita-

risme – ont joué, dans l'histoire du capitalisme, un rôle utile et dans une certaine mesure progressiste et révolutionnaire. La grande industrie n'aurait pas pu naître dans certains pays, sans les droits de douane. Mais à l'heure actuelle la situation a changé. Aujourd'hui, les droits de douane ne contribuent plus au développement des jeunes branches de l'industrie, elles maintiennent artificiellement les formes périmées de la production. Du point de vue du *développement capitaliste*, c'est-à-dire de l'économie mondiale, il n'importe nullement, de nos jours, que l'on exporte davantage de marchandises d'Allemagne en Angleterre ou inversement. Du point de vue de ce développement, le Maure a rempli sa tâche, le Maure peut partir[16]. Bien plus, il *doit* partir. L'interdépendance actuelle des différentes branches d'industrie veut que les droits de douane sur quelque marchandise que ce soit élèvent au sein du pays le coût de la production des autres marchandises, c'est-à-dire qu'elles sapent l'industrie. Mais tels ne sont point les intérêts de la *classe capitaliste*. L'industrie n'a pas besoin des droits de douane pour se *développer* ; ce sont, au contraire, les patrons qui en ont besoin pour protéger *l'écoulement*. Cela signifie qu'à présent les droits de douane ne servent plus comme moyens de défense d'une production capitaliste en développement contre une autre, plus développée, mais comme moyen de lutte d'un groupe national de capitalistes contre un autre. Poursuivons. Les droits de douane ne sont plus nécessaires pour protéger l'industrie, pour créer et conquérir le marché intérieur ; ils sont indispensables à la création des cartels dans l'industrie, c'est-à-dire à la lutte du producteur capitaliste contre la société consommatrice. Enfin, la politique douanière actuelle est caractérisée surtout par le fait que désormais le rôle décisif dans cette question appartient en général non plus à l'industrie, mais à l'agriculture ; autrement dit, la politique douanière s'est transformée en moyen permettant de *donner une forme capitaliste aux intérêts féodaux et de les laisser se manifester sous cette forme*.

Le militarisme a subi les mêmes transformations. Si nous examinons l'histoire non sous l'aspect qu'elle aurait pu et dû avoir, mais sous

[16] Paroles de Moulay Hassan, Maure tunisien, un des héros de la tragédie de Schiller *La conjuration de Fiesque*, acte 3, scène 4.

son aspect réel, nous devrons constater que la guerre fut un facteur indispensable du développement capitaliste. Aux États-Unis d'Amérique et en Allemagne, en Italie et dans les États balkaniques, en Russie et en Pologne, partout les guerres ont servi de condition ou de poussée au développement capitaliste, qu'elles aient abouti à la victoire ou à la défaite. Tant qu'ont existé des pays où il fallait surmonter la dislocation intérieure ou le caractère fermé de l'économie, le militarisme a joué un rôle révolutionnaire au sens capitaliste. Mais à l'heure actuelle, les choses ont également changé ici. La politique mondiale s'étant transformée en arène de conflits menaçants, il s'agit moins de la découverte de nouveaux pays pour le capitalisme européen, que de contradictions européennes toutes faites, qui se sont étendues à d'autres parties du globe et qui s'y extériorisent. En Europe, comme dans d'autres parties du globe, ce ne sont plus les pays capitalistes qui interviennent, les armes à la main, contre les pays à économie naturelle, mais bien des États qui entrent en conflit précisément parce qu'ils sont au même niveau élevé de développement capitaliste. Pour ce développement, un tel conflit, s'il a lieu, ne peut être dans ces conditions, bien entendu, que d'une portée funeste, car il provoque sans but, en l'occurrence, un ébranlement des plus profonds et une subversion de la vie économique de tous les pays capitalistes. Mais ceci se présente de tout autre façon du point de vue de la classe des capitalistes. Pour eux, le militarisme est devenu nécessaire sous trois rapports : premièrement, comme moyen de lutte des intérêts « nationaux » concurrents contre les intérêts des autres groupes nationaux ; deuxièmement, comme moyen essentiel d'utilisation du capital aussi bien financier qu'industriel ; et, troisièmement, comme arme de la domination de classe au sein du pays contre le peuple laborieux ; mais tous ces intérêts n'ont absolument rien de commun avec le développement du mode de production capitaliste. Et ce qui dévoile le mieux le caractère du militarisme moderne, c'est tout d'abord son essor général dans tous les pays désireux de se surpasser mutuellement, essor qui, pour ainsi dire, se trouve sous l'influence des forces mécaniques agissant de l'intérieur ; ce phénomène était encore inconnu il y a quelques dizaines d'années. Ce qui est aussi typique, c'est

l'approche infaillible, fatale, de l'explosion et l'entière impossibilité d'en déterminer d'avance les causes, les États directement intéressés, l'objet des discussions et autres détails. D'un mobile du développement capitaliste, le militarisme s'est transformé en maladie du capitalisme.

Dans la contradiction entre l'évolution sociale et les intérêts des classes dominantes, l'État prend parti pour ces dernières. Par sa politique, l'État, de même que la bourgeoisie, entre en contradiction avec l'évolution sociale, perdant ainsi toujours plus le caractère de représentant de la société pour devenir un *État de classe* pur. Ou, plus exactement, ces deux qualités se différencient entre elles et s'approfondissent pour se changer en contradiction interne, propre à la nature même de l'État ; cette contradiction s'accentue de jour en jour. Car, d'une part, le cercle des fonctions de caractère général de l'État, son intervention dans la vie sociale et le « contrôle » exercé sur elle vont toujours en croissant ; d'autre part, le caractère de classe l'oblige toujours davantage à reporter le centre de gravité de son activité et tous ses moyens de pouvoir dans des domaines qui ne sont utiles qu'à la classe de la bourgeoisie et qui sont néfastes à la société ; tels sont le militarisme, la politique douanière et coloniale. Mais de ce fait, le « contrôle social » s'imprègne toujours plus du caractère de classe (par exemple, la protection du travail dans tous les pays).

Le développement de la démocratie, dans lequel Bernstein voit également un moyen d'instauration graduelle du socialisme, ne s'oppose pas aux transformations indiquées, se produisant dans la nature même de l'État, mais leur correspond parfaitement, au contraire.

Selon Conrad Schmidt, la victoire de la majorité social-démocrate au parlement serait également une voie directe vers la socialisation graduelle de la société. Les formes démocratiques de la vie politique constituent, sans aucun doute, un phénomène par lequel se manifeste puissamment la conversion de l'État en société, car il sert d'étape sur le chemin de la révolution socialiste. Cependant, cette contradiction dans la nature même de l'État capitaliste dont la caractéristique a été donnée ci-dessus, se révèle encore plus nettement dans le parlementarisme moderne. Il est vrai que de par sa forme le parlementarisme sert à expri-

mer les intérêts de toute la société dans l'organisation d'État, mais, en fait, il n'est que l'expression de la société capitaliste, c'est-à-dire d'une société où les intérêts capitalistes jouent le premier rôle. Ainsi, les institutions démocratiques de par leur forme sont, de par leur contenu, l'arme des classes au pouvoir. Ceci ressort particulièrement dans ce fait que dès que la démocratie tend à renier son caractère de classe pour devenir l'instrument des véritables intérêts du peuple, ces mêmes formes démocratiques sont sacrifiées par la bourgeoisie et par l'État qui la représente. Dans ces conditions, l'idée de la majorité social-démocrate au parlement est un calcul qui tient compte, dans l'esprit du libéralisme bourgeois par excellence, du côté formel de la démocratie et qui en oublie totalement le contenu réel. Quant au parlementarisme en général, ce n'est pas un élément socialiste immédiat qui pénètre graduellement la société capitaliste, comme le suppose Bernstein ; c'est, au contraire, un moyen spécifique de l'État bourgeois pour amener les contradictions capitalistes à leur pleine maturité et leur entier développement.

Par suite de cette évolution objective de l'État, la thèse de Bernstein et de Conrad Schmidt relative au « contrôle social » en développement constant, qui établit le socialisme, devient une phrase toujours plus contraire à la réalité.

La théorie de l'établissement graduel du socialisme se ramène à la réforme graduelle, dans l'esprit socialiste, de la propriété et de l'État capitalistes. Or, en vertu des conditions objectives de la vie de la société moderne, ils se développent précisément dans la direction opposée. Le processus de production se socialise de plus en plus, et l'intervention de l'État, son contrôle exercé sur ce processus s'élargit ; mais en même temps la propriété privée devient une forme d'exploitation capitaliste manifeste du travail d'autrui, et le contrôle d'État s'imprègne toujours plus exclusivement des intérêts de classe. Ainsi, l'État, c'est-à-dire l'organisation *politique*, et les rapports de propriété, c'est-à-dire l'organisation *juridique* du capitalisme, qui prennent au fur et à mesure de leur développement un caractère toujours plus capitaliste et non socialiste,

dressent devant la théorie de l'établissement graduel du socialisme deux obstacles infranchissables.

L'idée qu'avait eue Fourier de transformer toute l'eau de mer du globe terrestre en limonade au moyen du système des phalanstères, était chimérique ; mais l'idée qu'a Bernstein de convertir la mer d'amertume capitaliste en mer de douceur socialiste en y versant de temps à autre une bouteille de limonade social-réformiste, est non moins chimérique et plus absurde.

Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent toujours plus de la société socialiste, mais en revanche ses rapports politiques et juridiques élèvent un mur toujours plus haut entre ces deux sociétés. Les réformes sociales et le développement de la démocratie n'y perceront aucune brèche. Au contraire, ils rendront ce mur encore plus haut et plus solide. Seul le coup de massue de la révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par le prolétariat, est capable de le détruire.

5. Les conclusions pratiques et le caractère général du révisionnisme

Dans le premier chapitre, nous nous sommes efforcés de prouver que la théorie de Bernstein transférait le programme socialiste du terrain matériel sur le terrain idéaliste. Ceci concerne la théorie. Quelle est donc cette théorie dans son application pratique ? De prime abord et du point de vue formel, elle ne se distingue aucunement de la pratique ordinaire de la lutte social-démocrate. Les syndicats, la lutte pour la réforme sociale et la démocratisation des institutions politiques, tout cela forme, en principe, le contenu de l'activité du parti des social-démocrates. La différence n'est donc pas dans le *contenu*, mais bien dans la *forme*. Dans la situation actuelle, la lutte syndicale et parlementaire est considérée comme moyen d'éduquer le prolétariat et de l'amener graduellement à la prise du pouvoir politique. Suivant les conceptions des révisionnistes, l'impossibilité et l'inutilité de prendre le pouvoir exigent que la lutte vise seulement des buts immédiats : élévation du niveau matériel des ouvriers, limitation graduelle de l'exploitation capitaliste, élargissement du contrôle social. Si l'on passe sous silence l'amélioration immédiate de la situation de la classe ouvrière, qui est un but commun aux deux théories – celle adoptée jusque-là par le parti aussi bien que celle des révisionnistes –, toute la différence se résume de la manière suivante : selon la conception générale, le rôle socialiste de la lutte syndicale et politique est de préparer le prolétariat, facteur *subjectif* de la révolution socialiste, à accomplir cette révolution. Selon Bernstein, elle doit, au moyen de la lutte syndicale et politique, limiter peu à peu l'exploitation capitaliste, ôter graduellement à la société capitaliste son caractère capitaliste pour lui donner un caractère socialiste ; bref, réaliser dans le sens *objectif* une révolution socialiste. En les examinant de plus près, on voit que ces deux conceptions sont diamétralement opposées. Suivant la conception générale du parti, le prolétariat se convainc dans la lutte syndicale et politique que cette lutte ne lui permettra pas d'améliorer sa situation et qu'en fin de compte

la prise du pouvoir politique sera inévitable. La théorie de Bernstein, qui part de l'impossibilité de la prise du pouvoir politique, présume la possibilité d'établir le régime socialiste uniquement à l'aide de la lutte syndicale et politique.

En conséquence, l'adoption de la théorie de Bernstein quant au caractère socialiste de la lutte syndicale et parlementaire, s'explique par la foi en l'influence socialiste graduelle sur l'économie capitaliste. Or, cette influence, comme nous nous sommes efforcés de le montrer, n'est qu'imaginaire. Les institutions capitalistes de la propriété et de l'État se développent dans une direction diamétralement opposée ; mais dans ce cas, la lutte pratique quotidienne de la social-démocratie perd, en fin de compte, tout rapport avec le socialisme. L'immense portée socialiste de la lutte syndicale et politique consiste en ce qu'elle rend socialistes les idées, la conscience du prolétariat, qu'elle organise en tant que classe. Ce n'est plus du tout pareil dès qu'on l'envisage comme moyen de socialisation directe de l'économie capitaliste : dans ce cas, loin d'avoir l'influence qu'on lui attribue, elle perd son autre rôle, celui de préparer la classe ouvrière à la prise du pouvoir par le prolétariat. Aussi les déclarations rassurantes d'Eduard Bernstein et de Conrad Schmidt sont-elles un malentendu évident, lorsqu'ils prétendent qu'en ramenant toute la lutte dans le domaine des réformes sociales et des syndicats, le mouvement ouvrier ne renonce pas à son but final, car tout pas fait dans cette voie en exigerait un autre, et, de ce fait, le but socialiste resterait dans le mouvement comme tendance. Ceci est absolument exact, bien entendu, pour la tactique actuelle de la social-démocratie allemande, c'est-à-dire, à condition que la lutte syndicale et social-réformiste ait pour fil conducteur la volonté ferme et consciente de conquérir le pouvoir politique. Mais si l'on sépare cette volonté du mouvement pour changer la réforme sociale en son propre but, elle ne conduira pas au but final socialiste, mais plutôt à des résultats contraires. Conrad Schmidt s'en remet au mouvement mécanique qui, une fois déclenché, ne peut plus s'arrêter de lui-même ; il se base sur cette simple thèse que l'appétit vient en mangeant et que la classe ouvrière ne se contentera jamais des réformes, tant que la révolution

socialiste ne sera pas accomplie. Cette hypothèse est juste et l'insuffisance des réformes sociales capitalistes nous en est une garantie ; mais la conclusion n'aurait pu être juste qu'au cas où il eût été possible de créer une chaîne de réformes sociales ininterrompue, qui croissent et se développent sans arrêt, chaîne qui relie étroitement le régime actuel au régime socialiste. Mais ce n'est là que fantaisie : par la force des choses, cette chaîne se briserait bientôt et le mouvement risquerait alors de prendre différentes directions.

Le plus probable, dans ce cas, c'est que la tactique consisterait à vouloir obtenir, par tous les moyens, des résultats pratiques : les réformes sociales. Le point de vue de classe rigoureux, irréductible, n'ayant de sens que lorsqu'on aspire à la conquête du pouvoir politique, se change toujours plus en force négative dès que les résultats pratiques immédiats deviennent le but principal du mouvement ; il en résulte que le premier pas, en l'occurrence, est la politique des compensations, ou pour mieux dire, la politique des pourparlers dans les coulisses et une attitude sage et pacifique de l'État. Mais dans ces conditions, le mouvement n'est pas en mesure de garder constamment son équilibre. Du fait que la réforme sociale dans le monde capitaliste fut toujours et restera une noix creuse, son pas logique suivant sera, quelle que soit la tactique adoptée, la désillusion envers la réforme sociale, cette rade tranquille où ont jeté l'ancre le professeur Schmoller et C^ie^ après avoir navigué par le monde entier dans les eaux social-réformistes et décidé de tout laisser aller à la grâce de Dieu[17]. Ainsi le socialisme ne surgit

[17] En 1872, les professeurs Wagner, Schmoller, Brentano et d'autres avaient organisé à Eisenach un congrès où ils proclamèrent à grand bruit et tapage leur intention d'introduire les réformes sociales pour la défense de la classe ouvrière. Sitôt après le congrès, ces messieurs, surnommés ironiquement par le libéral Oppenheim « socialistes de la chaire » fondèrent l'Union de la réforme sociale. Mais quelques années plus tard, lorsque la lutte contre la social-démocratie s'intensifia, ces flambeaux du « socialisme de la chaire » votèrent en tant que députés du Reichstag pour la prolongation de la loi d'exception contre les socialistes. Pour le reste, toute l'activité de l'Union se ramène à des réunions générales annuelles, où l'on donne lecture de quelques dissertations professorales sur différents sujets. L'Union publia en outre 100 gros volumes traitant des questions économiques. En ce qui concerne les réformes sociales, ces professeurs qui, soit dit en passant, sont pour les droits de douane, le militarisme, etc., n'ont absolument rien fait. Enfin, l'Union a même renié les réformes sociales et s'occupe des questions relatives aux crises, aux cartels, etc.

donc pas de la lutte quotidienne de la classe ouvrière, spontanément et dans n'importe quelles circonstances. Il provient des contradictions toujours plus aiguës de l'économie capitaliste et du fait que la classe ouvrière se rend compte de la nécessité absolue d'éliminer ces contradictions au moyen d'une révolution sociale. Qu'on nie le premier et rejette le second, comme le fait le révisionnisme, tout le mouvement se ramène aussitôt au simple syndicalisme et au social-réformisme, et sa propre force de pesanteur conduit en fin de compte à renoncer au point de vue de classe.

Ces conclusions sont pleinement confirmées, si l'on envisage la théorie révisionniste sous un autre aspect, en se posant la question suivante : quel est le caractère général de cette théorie ? Il est clair que le révisionnisme ne se trouve pas sur le terrain des rapports capitalistes et qu'il ne nie pas, de concert avec les économistes bourgeois, les contradictions de ces rapports. Bien plus, tout comme dans la théorie marxiste, il part de ces contradictions. Mais d'un autre côté – et c'est là le noyau de ses raisonnements, de même que la différence essentielle d'avec la théorie adoptée par la social-démocratie – il ne s'appuie pas dans sa théorie sur l'*abolition* de ces contradictions au moyen de leur propre développement logique.

Sa théorie tient le milieu entre les deux extrêmes ; il ne veut pas que ces contradictions atteignent leur pleine maturité afin de les détruire au moyen d'un revirement révolutionnaire ; au contraire, il veut briser leur pointe, les *atténuer*. Ainsi, selon sa théorie, la cessation des crises et l'organisation des patrons doivent atténuer la contradiction entre la production et l'échange ; le mieux-être du prolétariat et la persistance des couches moyennes doivent atténuer la contradiction entre le travail et le capital, tandis que le contrôle croissant et la démocratie affaibliraient la contradiction entre l'État de classe et la société.

Il est compréhensible que la tactique adoptée par la social-démocratie ne consiste pas à attendre que les contradictions atteignent leur point culminant pour les anéantir par une révolution. Au contraire, en nous appuyant sur la direction connue du développement, nous poussons ses conclusions jusqu'à l'extrême dans la lutte politique, ce qui

constitue la nature de toute tactique révolutionnaire en général. Ainsi, la social-démocratie lutte de tous temps contre les droits de douane et le militarisme, et pas seulement lorsque leur caractère réactionnaire se manifeste en plein. Quant à Bernstein, dans sa tactique il part en général de l'atténuation des contradictions capitalistes et non de leur développement et de leur aggravation. Il l'a lui-même caractérisé on ne peut mieux en parlant de l'« adaptation » de l'économie capitaliste. À quel moment cette idée aurait-elle pu être juste ? Toutes les contradictions de la société moderne résultent du mode de production capitaliste. À supposer que ce mode de production se développe dans la même direction qu'aujourd'hui, toutes les conséquences qui en découlent doivent se développer en liaison étroite avec lui, c'est-à-dire que les contradictions doivent devenir plus aiguës, s'accentuer au lieu de diminuer. L'atténuation des contradictions suppose, au contraire, que le mode de production capitaliste retarde également dans son développement. Bref, la prémisse la plus générale de la théorie de Bernstein est *l'arrêt du développement capitaliste*.

Mais par là sa théorie prononce sa sentence, et même une double sentence. Tout d'abord, elle révèle son caractère utopique par rapport au but final socialiste (il est compréhensible que le capitalisme arrêté dans son développement ne peut mener à une révolution socialiste), et cela confirme ce que nous pensons des conclusions pratiques de cette théorie. Ensuite, elle révèle son caractère réactionnaire par rapport au processus de développement capitaliste, qui en fait se déroule rapidement. D'où cette question : comment expliquer, ou plus exactement, comment caractériser la théorie de Bernstein, compte tenu du développement du capitalisme ?

Que les prémisses économiques sur lesquelles se base Bernstein dans son analyse des rapports sociaux actuels – sa théorie de l'« adaptation » du capitalisme – soient dénuées de fondement, nous l'avons, comme nous osons le croire, démontré dans la première partie. Nous avons vu que ni le crédit ni les cartels ne peuvent être reconnus comme moyens d'« adaptation » de l'économie capitaliste, que ni l'absence provisoire des crises ni l'existence de la classe moyenne ne peuvent être

considérées comme des symptômes de l'adaptation du capitalisme. Tous ces éléments de la théorie de l'adaptation, outre leur évidente fausseté se distinguent encore par un trait commun. Cette théorie envisage presque tous les phénomènes de la vie économique qui l'intéresse, non comme les parties organiques d'un processus du développement capitaliste pris dans son ensemble, non pas dans leur liaison avec tout le mécanisme économique, mais en dehors de cette liaison, indépendamment, comme *disjecta membra* (les membres dispersés) d'une machine inerte. Prenons, par exemple, la théorie de l'influence adaptatrice du crédit. Si l'on considère le crédit comme un échelon plus élevé de l'échange, qui se développe naturellement, avec toutes les contradictions inhérentes à ce dernier, on ne peut en même temps y voir quelque chose qui soit en dehors du processus de l'échange, un « moyen d'adaptation » mécanique, tout comme on ne peut appeler l'argent, en tant que tel, la marchandise et le capital des « moyens d'adaptation » du capitalisme. Mais à un certain échelon du développement de l'économie capitaliste, le crédit ne vaut pas moins que l'argent, la marchandise et le capital, il est son membre organique et constitue alors, comme eux, la pièce indispensable du mécanisme de cette économie et une arme de destruction, le crédit renforçant ses contradictions internes.

On peut en dire autant des cartels et de leurs moyens de communication perfectionnés.

Le même point de vue mécanique et non dialectique ressort plus loin, lorsque Bernstein prend l'absence de crises pour un symptôme d'« adaptation » de l'économie capitaliste. Pour lui, les crises sont simplement un dérangement du mécanisme économique, et du moment qu'il n'y en a pas, le mécanisme peut fonctionner sans accrocs. Or, les crises ne sont pas un « dérangement » au sens propre, c'est plutôt un défaut sans lequel l'économie capitaliste ne peut se passer en général. Et s'il est vrai que sur le terrain capitaliste les crises sont la seule méthode possible, donc parfaitement normale, pour résoudre périodiquement les contradictions entre la possibilité illimitée du développement des forces productives et le cadre restreint du marché d'écoulement, il faut

les considérer comme des phénomènes inhérents à l'économie capitaliste dans son ensemble.

La production capitaliste « délivrée des obstacles » présente des dangers plus grands encore que les crises elles-mêmes. La baisse constante des taux de profit découlant non des contradictions entre la production et l'échange, mais du développement de la productivité du travail même, a la tendance extrêmement dangereuse de rendre impossible la production pour tous les capitaux petits et moyens, d'empêcher la création et, en même temps, le développement de nouveaux capitaux. Ce sont justement les crises, seconde conséquence de ce même processus, qui, en dépréciant périodiquement le capital, en réduisant le prix des moyens de production et en paralysant une partie du capital actif, provoquent en même temps une augmentation des bénéfices, cédant aux nouveaux capitaux une place dans la production et favorisant, par là, le développement de cette dernière. Elles permettent ainsi d'attiser le feu mourant du développement capitaliste et leur absence – non pour une phase déterminée du développement du marché mondial, comme nous le supposons, mais leur absence totale – aurait vite fait de conduire l'économie capitaliste à sa perte et non à l'épanouissement, comme le croit Bernstein. En vertu du principe mécanique qui caractérise toute la théorie de l'adaptation, Bernstein ne tient compte ni de la nécessité des crises ni de la nécessité d'accumuler périodiquement les investissements de capitaux petits et moyens ; c'est ce qui explique, entre autres, qu'il conçoit la renaissance constante des petits capitaux comme un indice de stagnation et non de développement normal du capitalisme, comme c'est le cas.

Il existe pourtant une conception suivant laquelle tous les phénomènes examinés ont vraiment l'aspect que leur prête la théorie de l'adaptation. C'est la conception de certains capitalistes qui, sous l'influence des lois de la concurrence comprennent de travers les faits de la vie économique. En effet, chaque capitaliste pris à part voit tout d'abord dans chaque membre organique de l'économie entière quelque chose d'absolument indépendant ; ensuite, il voit seulement comment ils agissent sur lui, le capitaliste, c'est-à-dire qu'il ne voit en eux que

« des obstacles » ou un « moyen d'adaptation ». Pour le capitaliste, les crises ne valent qu'en tant qu'« obstacles », et leur arrêt lui garantit une existence prolongée ; le crédit est également pour lui un moyen d'« adapter » ses forces productives insuffisantes aux exigences du marché ; enfin, pour le capitaliste, le cartel dans lequel il entre, élimine réellement l'anarchie de la production.

Bref, la théorie de l'adaptation de Bernstein n'est en somme qu'une généralisation théorique des idées de certains capitalistes. Mais cette orientation d'esprit, formulée théoriquement, ne représente-t-elle pas la nature la plus typique de l'économie bourgeoise vulgaire ? Toutes les erreurs économiques de cette école se fondent justement sur les malentendus provenant de ce que dans les phénomènes de la concurrence, envisagés à la manière de certains capitalistes, ils voient des phénomènes inhérents à l'économie capitaliste entière. Et tout comme Bernstein considère le crédit, l'économie vulgaire considère l'argent comme un judicieux « moyen d'adaptation » aux exigences de l'échange. C'est dans les phénomènes du capitalisme qu'elle cherche des antidotes contre le mal capitaliste ; elle croit, avec Bernstein, en la possibilité de régulariser l'économie capitaliste et, de même que Bernstein, elle revient toujours à la théorie de l'atténuation des contradictions capitalistes, à l'emplâtre pour les blessures capitalistes, autrement dit, à des procédés réactionnaires et non révolutionnaires, c'est-à-dire à l'utopie.

On peut donc caractériser la théorie du révisionnisme de la façon suivante : *c'est une théorie de la stagnation socialiste, basée, dans l'esprit des économistes vulgaires, sur la théorie de la stagnation capitaliste*.

Deuxième partie[18]

1. Le développement économique et le socialisme

La plus grande conquête dans le développement de la lutte de classe du prolétariat fut d'avoir découvert les points de départ pour l'instauration du socialisme dans les rapports économiques de la société capitaliste. Grâce à cette découverte, le socialisme, d'« idéal » qu'il était pour l'humanité durant des milliers d'années, se transforma en *nécessité historique*.

Bernstein constate l'existence de ces prémisses économiques du socialisme dans la société moderne. En outre, il subit lui-même une évolution extrêmement intéressante dans les preuves qu'il donne. Au début, il ne niait dans *Les temps nouveaux* que la rapidité de la concentration dans l'industrie, en s'appuyant sur des données comparatives de la statistique industrielle de l'Allemagne pour 1895 et 1882. Mais afin d'utiliser ces données dans ses desseins, il fut obligé de recourir à des procédés purement sommaires, mécaniques. Par ses indications relatives à la stabilité des productions moyennes, Bernstein n'a pas réussi à ébranler d'un pouce l'analyse de Marx, car ce dernier ne pose pour condition de la réalisation du socialisme ni un *rythme* déterminé de concentration de l'industrie – autrement dit, il n'établit pas de *délai* fixe pour la réalisation du but final du socialisme –, ni la disparition absolue des petits capitaux ou de la petite bourgeoisie, comme nous l'avons montré plus haut.

Pour démontrer la justesse du développement ultérieur de ses idées, Bernstein fournit dans son livre des matériaux nouveaux : la statistique des sociétés par actions, qui doit montrer que le nombre des actionnaires croit constamment et que par conséquent la classe des capitalistes, loin de se restreindre, devient toujours plus nombreuse au contraire. Il est stupéfiant à quel point Bernstein connaît mal ses matériaux et se révèle maladroit dans leur utilisation à son profit !

[18] À propos du livre de Bernstein *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*.

S'il croyait prouver au moyen des sociétés par actions quelque chose de contraire à la loi marxiste du développement de l'industrie, il aurait dû citer de tout autres chiffres. Celui qui connaît l'histoire de la formation des sociétés par actions en Allemagne, sait que le capital fixe, qui revient en moyenne pour une entreprise, diminue presque régulièrement. Ainsi, jusqu'en 1871 ce capital formait près de 10,8 millions de marks, en 1871 4,01 millions seulement, en 1873 3,8 millions, en 1883-1887 moins d'un million, en 1891 seulement 0,56 million, en 1892 0,62 million, ensuite cette somme remonte jusqu'à un million, mais de 1,78 million en 1895, elle tombe de nouveau dans la première moitié de 1897 à 1,19 million de marks[19].

Chiffres frappants ! En se basant sur eux, Bernstein, contrairement à Marx, en aurait sans doute conclu à une tendance de la grande industrie à rétrograder vers la petite industrie. Mais dans ce cas, chacun aurait pu lui rétorquer : si vous voulez démontrer quoi que ce soit avec cette statistique, vous devez tout d'abord démontrer qu'elle se rapporte aux mêmes branches d'industrie et que c'est justement là que les petites entreprises ont occupé la place des anciennes grandes entreprises, au lieu de surgir là où, précédemment, il y avait un capital privé ou des entreprises artisanales ou naines. Mais vous n'arriverez pas à le démontrer, car le passage des immenses entreprises par actions aux entreprises moyennes et petites ne peut s'expliquer que par le fait que les actions s'infiltrent constamment dans des branches d'industrie nouvelles et que si au début elles étaient bonnes seulement pour un petit nombre d'entreprises colossales, maintenant elles s'adaptent toujours plus aux moyennes et petites productions (il existe des sociétés par actions dont le capital est inférieur à 1 000 marks).

Mais que signifie, du point de vue de l'économie nationale, cette expansion continuelle des sociétés par actions ? C'est la socialisation de la production qui se développe sous une forme capitaliste, la socialisation non seulement des productions gigantesques, mais aussi des moyennes et même des petites, c'est donc un phénomène qui, loin

[19] Von der Borght : *Handwörterbuch d. Staatswissenschaften I*.

de contredire la théorie de Marx, la confirme de la façon la plus éclatante.

En effet. Qu'est-ce qu'une entreprise par actions, économiquement parlant ? Tout d'abord c'est la fusion de nombreux petits capitaux-argent en capital industriel ; ensuite, une séparation de la production d'avec la propriété sur le capital, par conséquent une double victoire sur le mode de production capitaliste, mais une victoire basée sur le capitalisme. Mais que signifie alors le grand nombre d'actionnaires au sein d'une entreprise dont parle la statistique de Bernstein ? Simplement, qu'à l'heure actuelle une entreprise capitaliste n'est plus liée à un seul détenteur du capital, comme auparavant, mais à un nombre toujours croissant de détenteurs du capital, et que, de ce fait, la notion économique du mot « capitaliste » ne se cache pas sous la notion « individu », que le capitaliste industriel moderne est une image collective qui comprend des centaines et même des milliers de personnes, que la catégorie « capitaliste », dans le cadre de l'économie capitaliste, devient sociale, *se socialise*.

Comment expliquer que Bernstein envisage le phénomène des sociétés par actions non comme une concentration du capital, mais, au contraire, comme sa dislocation, qu'il voit l'expansion de la propriété sur le capital là où Marx voit l'« anéantissement de cette propriété » ? Il s'agit là d'une très simple erreur de l'économie vulgaire : Bernstein entend par le mot « capitaliste » non pas une catégorie de production, mais le droit de propriété, non pas une unité économique, mais une unité imposable, et par le mot « capital » une simple propriété d'argent et non un tout productif. Aussi voit-il dans son trust de filature anglais non pas la fusion de 12 300 personnes en une seule, mais bien 12 300 capitalistes ; c'est pourquoi il considère que son ingénieur Schultz est un capitaliste qui, en se mariant, a reçu du rentier Müller une « quantité d'actions importante »[20] ; c'est pourquoi, à ses yeux le monde entier fourmille de « *capitalistes* »[21].

[20] E. Bernstein, *Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie*, p. 54.

[21] *Nota bene !* Bernstein voit sans doute dans l'expansion des petites actions la preuve que la richesse sociale commence à prodiguer ses bienfaits – sous forme d'actions – aux petites gens aussi. En vérité, qui, sinon le petit bourgeois ou même l'ouvrier,

Mais ici, comme toujours, l'erreur de l'économie vulgaire n'est chez Bernstein qu'un fondement théorique visant à vulgariser le socialisme. En transférant le sens du mot « capitaliste » des rapports de production aux rapports de propriété, et « parlant de l'homme au lieu du patron »[22], Bernstein transfère en même temps la question du socialisme du domaine de la production dans le domaine des rapports des biens, du rapport entre le *capital* et le *travail* dans le rapport de la *richesse* et de la *pauvreté*. Cela nous ramène sans encombre de Marx et d'Engels à l'auteur de l'*Évangile du pauvre pécheur*, à la seule différence que Weitling avec son bon sens prolétarien avait su discerner sous une forme primitive, dans cette contradiction entre la richesse et la pauvreté, les contradictions de classes et qu'il voulait en faire le levier du mouvement socialiste ; Bernstein, au contraire, voit l'espoir du socialisme dans la transformation des pauvres en riches, c'est-à-dire dans l'atténuation des contradictions de classes, donc, dans des procédés petits-bourgeois.

Il est vrai que Bernstein ne se borne pas à une statistique des revenus. Il nous donne également une statistique industrielle et non seulement d'un pays, mais de plusieurs : Allemagne et France, Angleterre et Suisse, Autriche et États-Unis. Mais quelle statistique ? Ce ne sont pas des chiffres comparatifs de différentes périodes d'un certain pays, mais des chiffres se rapportant à la même période dans différents pays. À l'exception de l'Allemagne pour laquelle il répète sa vieille comparaison de 1895 et 1882, il ne confronte pas l'état des groupes d'entreprises d'un

aurait acquis, par exemple, une action valant à peine 1 livre sterling ou 20 marks ! Malheureusement, cette hypothèse est fondée sur une simple erreur d'arithmétique : on prend le *prix nominal* de l'action au lieu de son *prix de marché*, ce qui n'est pas du tout la même chose. Voici un exemple. On vend à la bourse de l'industrie des mines, parmi les autres actions, des actions des mines du Sud de l'Afrique ; le prix nominal de ces actions, comme de la majorité des actions de l'industrie des mines, est de 1 livre sterling = 20 marks. Mais en 1899 leur prix était de 43 livres sterling (voir le bulletin de la bourse pour la fin de mars), c'est-à-dire 860 marks et non 20 ! On observe partout la même chose. Par conséquent, les « petites » actions, si démocratiques qu'elles paraissent, sont en fait, le plus souvent, « des bons sur la richesse sociale » destinés à la bourgeoisie moyenne, mais nullement à la petite bourgeoisie et d'autant moins au prolétariat, car elles ne sont acquises à leur prix nominal que par la minorité des actionnaires.

[22] E. Bernstein, *op. cit.*, p. 53.

pays quelconque à divers moments, mais seulement les chiffres absolus qui concernent différents pays (l'Angleterre pour 1891, la France pour 1894, les États-Unis pour 1890, etc.). La conclusion à laquelle il arrive est la suivante : « si la grande production dans l'industrie prédomine à l'heure actuelle, elle emploie, même dans un pays aussi évolué que la Prusse, au maximum *la moitié de la population occupée en général dans la production* », y compris les productions qui lui sont rattachées ; il en est de même pour toute l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, etc.[23]

De cette façon, il n'établit sans doute pas telle ou telle tendance de développement économique, mais seulement le rapport quantitatif des différentes formes d'entreprises ou différents groupes syndicaux. Si cela doit prouver la situation désespérée du socialisme, cette sorte de preuve se base sur la théorie suivant laquelle l'issue des aspirations sociales dépend du rapport entre les forces physiques des combattants, c'est-à-dire simplement de la force physique. Ici Bernstein, qui sent partout le blanquisme, commet lui-même, pour varier, l'erreur très grossière des blanquistes, à la différence que ces derniers, en qualité de socialistes et révolutionnaires, envisageaient l'accomplissement économique du socialisme comme quelque chose allant de soi et fondaient leurs espoirs sur la révolution violente, entreprise ne serait-ce que par une petite minorité, alors que Bernstein, au contraire, conclut sur la situation économique désespérée du socialisme par suite de l'insuffisante supériorité en nombre des masses populaires. La social-démocratie ne relie son but final ni à la victoire violente de la minorité ni à la supériorité en nombre de la majorité ; elle part de la nécessité économique et de la compréhension de cette nécessité qui, tout d'abord, s'exprime par l'anarchie capitaliste et conduit à l'anéantissement du capitalisme par les masses populaires.

En ce qui concerne cette dernière question décisive de l'anarchie dans l'économie capitaliste, Bernstein lui-même nie seulement les crises grandes et générales et non les crises partielles et nationales. De ce fait, il nie seulement la trop grande anarchie, tout en reconnaissant son existence dans de petites dimensions. L'économie capitaliste rappelle,

[23] Ibid., p. 84.

chez Bernstein – en reprenant les paroles de Marx – la jeune fille naïve qui n'eut « qu'un très petit » enfant. Le malheur est que dans des choses telles que l'anarchie, peu ou beaucoup est également mauvais. Du moment que Bernstein reconnaît un peu d'anarchie, le mécanisme de l'économie marchande veillera lui-même à porter cette anarchie à des dimensions terribles, à la faillite. Mais si Bernstein espère, en conservant l'économie marchande, dissoudre graduellement cette petite anarchie au sein de l'ordre et de l'harmonie, il retombe dans une des erreurs fondamentales de l'économie vulgaire bourgeoise, puisqu'il considère le mode d'échange comme indépendant du mode de production.

Il serait déplacé ici de montrer dans toute son ampleur ce brouillamini fantastique des principes les plus élémentaires de l'économie politique que nous trouvons dans l'ouvrage de Bernstein. Mais il faut s'arrêter brièvement sur un point auquel nous mène la question fondamentale de l'anarchie capitaliste.

Bernstein appelle la loi marxiste de la valeur-travail une simple abstraction, ce qui, pour lui, en économie politique, correspond à une injure. Mais si la valeur du travail n'est rien de plus qu'une abstraction, qu'une « image pensée »[24], tout bourgeois honnête qui a fait son service militaire et payé ses impôts, a le même droit que Karl Marx de fabriquer avec n'importe quelle sottise, une « image pensée », c'est-à-dire la loi de la valeur.

> « De même que l'école Böhm-Jevons a le droit de s'écarter de toutes les qualités des marchandises, sauf de leur utilité, Marx avait dès le début le droit de ne pas prendre en considération les qualités des marchandises à tel point qu'en fin de compte elles se sont transformées en simple matérialisation du simple travail humain [des masses].[25] »

Ainsi, il met dans le même tas le travail social de Marx et l'utilité abstraite de Menger : tout n'est qu'abstraction. Mais Bernstein a oublié que l'abstraction de Marx n'est pas une fiction, mais une découverte,

[24] Ibid., p. 44.
[25] Ibid., p. 42.

qu'elle existe non pas dans la tête de Marx, mais dans l'économie marchande, qu'elle vit d'une vie sociale non pas imaginaire, mais réelle, et que son existence est si réelle qu'on la coupe, la forge, la pèse et la cisèle. Ce travail humain abstrait, découvert par Marx, n'est rien d'autre, dans sa forme développée, que l'argent. Et c'est précisément là l'une des découvertes économique géniales de Marx, alors que pour toute l'économie bourgeoise, du premier mercanti au dernier classique, la nature mystique de l'argent restait constamment un livre scellé de sept sceaux.

Au contraire, l'utilité abstraite de Böhm-Jevons n'est en somme qu'une « image pensée » ou plutôt un échantillon de bêtise, d'absence de pensée, dont n'est responsable ni la société capitaliste ni aucune autre société humaine, mais bien l'économie bourgeoise vulgaire, seule et entièrement. Avec cette « image pensée » dans la tête, Bernstein, Böhm et Jevons et toute leur compagnie subjective peuvent rester vingt ans encore devant le mystère de l'argent et en venir à la solution connue de tout cordonnier : l'argent est quand même un « truc utile ».

Ainsi, Bernstein a définitivement perdu la faculté de comprendre la loi marxiste de la valeur. Mais celui qui connaît tant soit peu le système économique de Marx, verra parfaitement que sans cette loi tout le système reste incompréhensible, ou en langage plus concret, lorsqu'on ne comprend pas la nature de la marchandise et de l'échange de marchandises, l'économie capitaliste et tout ce qui s'y rattache demeurent un secret.

Quelle est donc cette clé miraculeuse qui a permis à Marx de percer les mystères les plus cachés des phénomènes capitalistes et de résoudre si aisément des problèmes dont les plus grands penseurs de l'économie bourgeoise classique, tels que Smith et Ricardo, ne soupçonnaient même pas l'existence ? C'est d'avoir pris l'économie capitaliste en tant que phénomène historique, et non seulement ce qui se trouve derrière lui, comme le faisait l'économie classique dans le meilleur des cas, mais ce qui se trouve devant, non seulement pour le passé de l'économie naturelle, mais aussi pour l'avenir socialiste. Le secret de la théorie de la valeur de Marx, de son analyse de l'argent, de sa théorie

du capital, de sa doctrine sur le taux de profit et par conséquent de tout son système économique, c'est la nature passagère de l'économie capitaliste, sa faillite, en conséquence – il ne s'agit que de l'autre aspect de la question : le but final socialiste. C'est justement et uniquement parce que Marx considérait dès le début l'économie capitaliste en socialiste, c'est-à-dire du point de vue historique, qu'il a pu déchiffrer ses hiéroglyphes ; et c'est parce qu'il a fait de la conception socialiste le point de départ de l'analyse scientifique de la société bourgeoise qu'il a pu, inversement, donner une base scientifique au socialisme.

Il est curieux de comparer à cela les remarques que Bernstein fait à la fin de son livre, où il se plaint du

> « dualisme dont est pénétré tout le grand ouvrage de Marx ; […] dualisme qui consiste en ce que cet ouvrage veut être une analyse scientifique et prouver en même temps des thèses établies bien avant sa parution et qu'à sa base se trouve un schéma établissant d'avance la conclusion à laquelle devait aboutir l'analyse dans son développement. Le retour au *Manifeste du parti communiste* (ici, le but final socialiste !) indique qu'au fond le système de Marx recèle encore un reste d'utopisme.[26] »

Or, le « dualisme » de Marx n'est pas autre chose que le dualisme de l'avenir socialiste et du présent capitaliste, du capital et du travail, de la bourgeoisie et du prolétariat ; c'est le reflet scientifique du dualisme existant dans la société bourgeoise, des contradictions de classe bourgeoises.

Et si Bernstein voit dans le dualisme théorique de Marx « un reste d'utopisme », il avoue naïvement par là qu'il nie le dualisme historique dans la société bourgeoise, les contradictions de classe capitalistes, que pour lui le socialisme s'est transformé en « reste d'utopie ». Le monisme de Bernstein est un monisme de l'ordre capitaliste établi une fois pour toutes, le monisme d'un socialisme qui a renoncé au but final pour voir

[26] Ibid., p. 177.

dans la société bourgeoise, unique et immuable, la limite de l'évolution humaine.

Mais si Bernstein ne remarque pas les fissures dans le bâtiment économique du capitalisme, s'il ne remarque pas le développement en direction du socialisme, il lui faut, pour sauver le programme socialiste, ne serait-ce que pour la forme, avoir recours à une construction idéaliste située en dehors du développement économique et transformer en « principe » abstrait ce même socialisme qui est une phase historique concrète du développement social.

Le « principe des associations » bernsteinien qui doit embellir l'économie capitaliste, ce même dépôt fluide du but final socialiste, n'est donc pas une concession faite par sa théorie bourgeoise à l'avenir socialiste, mais bien une concession au passé socialiste de Bernstein.

2. Les syndicats, les associations et la démocratie politique

Nous avons vu que le socialisme de Bernstein se réduit à permettre aux ouvriers de participer à la richesse sociale, à transformer les pauvres en riches. Comment cela doit-il s'effectuer ? Dans ses articles dans *Les temps nouveaux*, « Les problèmes du socialisme », Bernstein se borne à des allusions à peine compréhensibles, mais en revanche, il donne dans son ouvrage une réponse complète à la question : son socialisme doit être accompli par deux voies : au moyen des syndicats, ou, comme Bernstein l'appelle, de la démocratie économique, et au moyen des associations. Par le premier moyen, il espère accaparer le profit industriel, par le second, le profit commercial.

En ce qui concerne les associations, et tout d'abord celles de production, elles sont par leurs qualités intérieures un être bissexué dans l'économie capitaliste : une production socialisée de petites dimensions avec échange capitaliste. Or, dans l'économie capitaliste l'échange domine sur la production et, sous l'action de la concurrence, fait de l'exploitation sans retenue, qui soumet entièrement le processus de production aux intérêts du capital, la condition d'existence des entreprises. Pratiquement, cela s'exprime par la nécessité d'intensifier autant que possible le travail, de le diminuer ou de l'augmenter suivant l'état du marché, d'embaucher ou de jeter à la rue la main-d'œuvre, toujours suivant les exigences du marché ; bref, d'user de tous les procédés qui rendent l'entreprise capitaliste capable de concurrencer. De ce fait, les ouvriers groupés en associations de production doivent se soumettre à une nécessité pleine de contradictions excessivement aiguës : ils doivent s'appliquer le régime de l'absolutisme avec tout ce qui s'y rapporte et jouer envers eux-mêmes le rôle du patron capitaliste. Ces contradictions mènent les associations de production à leur perte, car ces dernières se convertissent en entreprises capitalistes, ou se désagrègent complètement, si elles dominent les intérêts des ouvriers. Constatant lui-même ce genre de faits, Bernstein ne les comprend pas et voit avec madame

Potter-Webb la cause de la faillite des associations de production en Angleterre dans le manque de « discipline ». Ce qui, en l'occurrence, est appelé superficiellement et sans fondement discipline, n'est rien d'autre que le régime naturel et illimité du capital, que les ouvriers ne peuvent créer pour eux-mêmes, bien entendu[27].

Il en découle que les associations de production ne peuvent s'assurer l'existence dans l'économie capitaliste qu'au cas où elles pourraient, par une voie détournée, y supprimer les contradictions entre le mode de production et l'échange, en s'affranchissant d'une manière artificielle des lois de la libre concurrence. Et cela n'est possible que si elles s'assurent dès le début un marché d'écoulement, un milieu solide de consommateurs. Les unions de consommation en sont un moyen. C'est uniquement en cela et non dans la différence entre les associations qui achètent et qui vendent, ou, comme les appelle encore par là Oppenheim, que réside le secret analysé par Bernstein, à savoir que les associations de production indépendantes périssent et que seules les unions de consommation sont capables de leur assurer l'existence.

Mais si les conditions d'existence des associations de production sont liées, dans la société moderne, aux conditions d'existence des unions de consommation, il s'ensuit que les associations de production ne peuvent, dans le meilleur des cas, compter que sur un petit écoulement local et sur la fabrication d'un petit nombre de produits de consommation immédiate, surtout alimentaires. Les branches les plus importantes de la production capitaliste, telles que les industries textile, minière, métallurgique, pétrolière et la construction des machines, des locomotives et des bateaux, sont exclues d'emblée du rayon d'action des unions de consommation, et par conséquent des associations de production. Ainsi, ces dernières, outre leur caractère double ne peuvent avoir un caractère de réforme sociale générale pour cette raison déjà que leur réalisation générale présuppose en premier lieu la destruction du

[27] « A l'intérieur de la vieille forme, les usines coopératives des ouvriers elles-mêmes représentent la première rupture de cette forme, bien qu'évidemment elles reproduisent et ne peuvent ne pas reproduire partout, dans leur organisation effective, tous les défauts du système existant. » Dans K. Marx, *Le Capital*, livre troisième, tome 2, Éditions Sociales, Paris, 1959, p. 105.

marché mondial et la désagrégation de l'économie mondiale existante en petits groupes locaux pour la production et l'échange ; et cela, au fond, c'est le retour de la grande économie capitaliste vers l'économie marchande du moyen âge.

Mais dans le cadre de la réalisation possible sur le terrain de la société moderne, les associations de production sont forcément de simples appendices des unions de consommation qui interviennent au premier plan comme porteurs de la réforme socialiste présumée. Dans ce cas, la réforme socialiste au moyen des associations se transforme d'une lutte contre la base principale de l'économie capitaliste – le capital productif – en lutte contre le capital commercial, et, de plus, contre le petit capital commercial et le capital intermédiaire, c'est-à-dire exclusivement contre les rameaux du tronc capitaliste.

En ce qui concerne les syndicats qui, selon Bernstein, doivent également servir de moyen contre l'exploitation du capital productif, nous avons montré plus haut qu'ils sont incapables d'assurer aux ouvriers l'influence sur le processus de production, ni pour les dimensions de ce dernier, ni pour les procédés techniques.

Quant au côté purement économique, ou, pour user des termes de Bernstein, « la lutte du taux de salaire contre le taux de profit », cette lutte, comme nous avons déjà pu le montrer, n'est pas menée dans le vide, mais dans un cadre déterminé de la loi des salaires, en sorte qu'elle peut non détruire, mais seulement réaliser la loi citée. Cela devient clair si l'on envisage le même objet sous un autre aspect et si l'on se demande quelles sont exactement les fonctions des syndicats.

Les syndicats qui jouent, selon Bernstein, le rôle de l'assaillant dans la lutte libératrice de la classe ouvrière contre le taux de profit industriel qu'ils doivent dissoudre peu à peu dans le taux de salaire, ces syndicats sont précisément incapables de faire une politique économique offensive contre le profit. Car ils ne sont rien d'autre que la défense organisée de la main-d'œuvre contre les attaques du profit, la défense de la classe ouvrière contre les tendances d'oppression de l'économie capitaliste. Cela s'explique par deux causes.

Premièrement, la tâche des syndicats est d'influencer, à l'aide de son organisation, la situation sur le marché de la force de travail en tant que marchandise ; mais grâce au processus de prolétarisation des couches moyennes, qui procurent constamment au marché du travail de la marchandise nouvelle, cette organisation subit toujours des défaites. Deuxièmement, les syndicats se posent pour but d'améliorer la situation de la classe ouvrière, d'augmenter sa part de la richesse sociale. Or, cette part, en vertu de la productivité du travail toujours croissante, diminue constamment, avec l'infaillibilité d'un phénomène de la nature. Point n'est besoin d'être marxiste pour s'en convaincre. Il suffit de tenir en main, ne serait-ce qu'une fois, l'ouvrage de Rodbertus *Pour l'étude de la question sociale*.[28]

Ainsi, dans ses deux fonctions économiques essentielles la lutte syndicale se transforme, en vertu de conditions objectives de la société capitaliste, en une sorte de rocher de Sisyphe. Ce rocher de Sisyphe est évidemment indispensable, si l'ouvrier veut obtenir un salaire qui corresponde à la situation sur le marché ; si la loi capitaliste des salaires doit être réalisée ; si la tendance à étouffer le développement économique doit être paralysée ou, plus exactement, affaiblie. Mais pour que les syndicats soient transformés en moyen susceptible de réduire graduellement les profits en faveur de l'augmentation des salaires, il faut, en qualité de prémisse sociale, que s'arrête en premier lieu la prolétarisation des couches moyennes et le développement de la productivité du travail, ce qui signifie dans les deux cas revenir à la période d'avant la grande économie capitaliste, tout comme l'établissement du régime économique basé sur les unions de consommation.

Ainsi, les deux moyens bernsteiniens de réforme socialiste – associations et syndicats – sont tout à fait incapables de transformer le mode de production capitaliste. En fait, Bernstein lui-même s'en rend vaguement compte, les considérant seulement comme le moyen d'arracher tant soit peu du profit capitaliste pour enrichir la classe ouvrière. Mais par là il renonce à la lutte contre le mode de production capi-

[28] K. Rodbertus, *Pour l'étude de la question sociale (« Zur Beleuchtung der soziale Frage »)*, Puttkammer & Mühlbrecht, Berlin, 1875.

taliste et lance le mouvement social-démocrate contre la répartition capitaliste. Bernstein formule maintes fois son socialisme comme une aspiration à une répartition « juste », « plus juste »[29] et même « plus juste encore »[30].

Bien entendu, la répartition « injuste » qui règne sous le régime capitaliste, donne une première impulsion, du moins aux masses populaires, pour participer au mouvement social-démocrate. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie lutte aussi pour une « juste » répartition de la richesse sociale. Mais depuis que Marx a découvert que cette répartition n'est que la conséquence naturelle du mode de production donné, sa lutte, au lieu d'être dirigée contre la répartition dans le cadre de la production capitaliste, vise à détruire la production marchande elle-même. Bref, la social-démocratie veut réaliser la *répartition socialiste* en éliminant le *mode de production capitaliste*, alors que Bernstein veut le contraire : éliminer la *répartition capitaliste*, dans l'espoir de réaliser peu à peu le *mode de production socialiste*.

Mais comment, dans ce cas, donner un fondement à la réforme socialiste de Bernstein ? Par des tendances déterminées de la production capitaliste ? Nullement. D'abord, il nie lui-même ces tendances ; ensuite, il se représente la transformation voulue de la production, conformément à ce qui a été dit plus haut, non comme une cause, mais comme une conséquence de la répartition. Par suite, la base de son socialisme ne peut être économique. Prenant les moyens du socialisme pour son but et vice versa et déplaçant en même temps tous les rapports économiques, il ne peut donner à son programme des fondements matérialistes, et il est obligé d'avoir recours au fondement idéaliste.

« Pourquoi déduire le socialisme de la nécessité économique ? », demande-t-il. « Pourquoi rabaisser l'intelligence, la conscience et la volonté de l'homme ? »[31]. Ainsi, la répartition bernsteinienne plus équitable doit s'accomplir par la volonté de l'homme, libre et indépendante de la nécessité économique, ou, plus exactement, la volonté n'étant

[29] E. Bernstein, *op. cit.*, p. 51.
[30] *En avant !*, 26 mars 1899.
[31] Ibid.

qu'un instrument, en vertu du sens de la justice, en vertu de l'idée de la justice.

Nous voici donc arrivés sans encombre au principe de la justice – ce vieux coursier fourbu que tous les perfectionneurs du monde ont chevauché durant des millénaires, faute de moyens de transport historiques plus sûrs. Nous sommes parvenus à cette maigre Rossinante sur laquelle tous les Don Quichotte connus de l'histoire entraient dans le grand monde des réformes, pour s'en retourner chez eux avec un œil au beurre noir.

Le rapport entre pauvres et riches comme base sociale du socialisme ; le « principe » des associations comme contenu, une « plus juste » répartition comme but ; enfin, l'idée de la justice comme seule justification historique. Combien Weitling a-t-il montré de force, de beauté morale et de brio, il y a cinquante ans, quand il intervenait en qualité de représentant de ce socialisme ! Avec cela, ce couturier de génie ne connaissait pas encore le socialisme scientifique. Mais pour que de nos jours, un demi-siècle plus tard, toute sa théorie, mise en lambeaux par Marx et Engels, soit rafistolée et présentée au prolétariat comme le dernier mot de la science, il faut également un couturier… mais pas obligatoirement génial.

***

De même que les syndicats et les associations sont l'appui économique de la théorie du révisionnisme, le développement progressif de la démocratie en est la prémisse politique la plus importante. Toutes les sorties réactionnaires de notre époque ne sont, aux yeux du révisionnisme, que des « convulsions » accidentelles et passagères, dont on n'a pas à tenir compte en établissant la direction générale de la lutte de la classe ouvrière.

Bernstein, par exemple, considère la démocratie comme un degré indispensable du développement de la société moderne ; bien plus, pour lui, de même que pour un théoricien bourgeois, le libéralisme, la démocratie sont la grande loi fondamentale du développement social, une loi dont toutes les forces actives de la vie politique doivent favo-

riser l'application. Émise sous cette forme absolue, la conception est radicalement fausse et n'a pas d'autre effet que banaliser dans un esprit superficiel petit-bourgeois une très petite période du développement de la bourgeoisie : les 25 à 30 dernières années. En examinant de plus près le développement de la démocratie dans l'histoire et l'histoire politique du capitalisme, on en arrive à une conclusion diamétralement opposée.

En ce qui concerne la démocratie, nous la rencontrons sous les formations sociales les plus différentes : dans les sociétés communistes primitives, dans les États esclavagistes antiques et les communautés urbaines du moyen âge. De même, nous rencontrons l'absolutisme et la monarchie constitutionnelle dans les combinaisons économiques les plus diverses. D'autre part, le capitalisme, dès le début de son développement – sous forme de production marchande – crée dans les communautés urbaines une organisation purement démocratique ; plus tard, sous une forme plus évoluée – la manufacture – il trouve sa forme politique correspondante dans la monarchie absolue. Enfin, en qualité d'économie industrielle entièrement développée, il crée en France, tour à tour, la république démocratique (1793), la monarchie absolue de Napoléon Ier, la monarchie aristocratique du temps de la Restauration (1815-1830), la monarchie bourgeoise constitutionnelle de Louis-Philippe, de nouveau la république démocratique, puis la monarchie de Napoléon III, enfin, pour la troisième fois, la république. En Allemagne, la seule institution véritablement démocratique – le droit de vote général – n'est pas une conquête du libéralisme bourgeois, mais un moyen d'alliance politique entre petits États isolés et n'a d'importance que sous ce rapport dans le développement de la bourgeoisie allemande qui se contente, en général, de la monarchie constitutionnelle semi-féodale. En Russie, le capitalisme a longtemps prospéré sous l'autocratie orientale, sans que la bourgeoisie manifestât aucune aspiration à la démocratie. En Autriche, le droit de vote général a joué dans une grande mesure le rôle de bouée de sauvetage pour la monarchie qui se désagrégeait. En Belgique, enfin, la conquête démocratique du mouvement ouvrier – le droit de vote général – se trouve en liaison évidente

avec la faiblesse du militarisme, par conséquent avec la situation géographique et politique particulière du pays ; ce « morceau de démocratie » a été conquis non par la bourgeoisie, mais contre elle.

Ainsi, vu de près, l'essor continu de la démocratie, que notre révisionnisme et notre libéralisme bourgeois prennent pour la grande loi fondamentale de l'histoire humaine ou, tout au moins, moderne, n'est qu'un fantôme. On ne peut établir aucun lien intérieur entre le développement capitaliste et la démocratie. La forme politique résulte toujours de l'ensemble des facteurs politiques intérieurs et extérieurs, comprenant dans ses frontières toute l'échelle politique, depuis la monarchie absolue jusqu'à la république démocratique.

Si nous renonçons à la loi historique générale du développement de la démocratie, même dans le cadre de la société moderne, pour nous adresser seulement à la phase actuelle de l'histoire bourgeoise, nous nous heurtons encore, dans la situation politique, à des facteurs qui ne conduisent pas à la réalisation du schéma de Bernstein, mais plutôt au résultat contraire : au renoncement de la société bourgeoise à toutes les conquêtes obtenues.

D'une part – et ceci est de la plus haute importance –, les institutions démocratiques ont joué déjà, dans une grande mesure, leur rôle dans le développement de la société bourgeoise. Dans la mesure où elles étaient nécessaires pour la fusion de petits États isolés et la naissance des grands États modernes (Allemagne, Italie), le développement économique a mené à une jonction organique interne.

Il faut en dire autant de la transformation de la machine d'État politique et administrative féodale ou semi-féodale en mécanisme capitaliste. Cette transformation, indissolublement liée dans l'histoire à la démocratie, a progressé au point que les institutions purement démocratiques du régime d'État – droit de vote général, forme de gestion républicaine – pourraient disparaître sans aucun danger et l'administration, les finances, l'art militaire, etc., reprendraient les formes d'avant mars[32].

[32] Il s'agit de l'époque qui précéda la révolution de mars 1848 en Allemagne.

Si le libéralisme est devenu, sous ce rapport, superflu pour la société bourgeoise, il constitue, sous beaucoup d'autres rapports, un véritable obstacle. Il ne faut pas oublier deux facteurs qui dominent toute la vie politique des États modernes : *la politique mondiale et le mouvement ouvrier* ; ils représentent deux aspects différents de la phase de développement capitaliste actuelle.

Le développement de l'économie mondiale, l'intensification et le caractère général de la concurrence sur le marché mondial ont fait du militarisme et de la suprématie navale, armes de la politique mondiale, les éléments essentiels de la vie extérieure aussi bien qu'intérieure des grands États. Mais si la politique mondiale et le militarisme ont aujourd'hui une tendance *ascendante*, la démocratie bourgeoise, elle, doit suivre la ligne *descendante*. En Allemagne, l'ère des grands armements, commencée en 1893, et le début de la politique mondiale à Jiaozhou[33] ont valu deux sacrifices à la démocratie bourgeoise : la désagrégation du libéralisme et la transformation du centre, de parti oppositionnel qu'il était, en parti gouvernemental. Les récentes élections au Reichstag (1907) qui se sont déroulées sous le signe de la politique coloniale, ont été les funérailles historiques du libéralisme allemand.

Or, si la politique extérieure pousse la bourgeoisie dans les bras de la réaction, la politique intérieure – la classe ouvrière ascendante – l'y pousse avec non moins de force. Bernstein lui-même le confirme, en faisant des « contes » social-démocrates « effrayants », c'est-à-dire en rendant les aspirations socialistes de la classe ouvrière responsables de la désertion de la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi il conseille au prolétariat d'abandonner l'idée du but final socialiste, afin de faire sortir le libéralisme, mort de frayeur, du trou de souris de la réaction. Mais en considérant que la destruction du mouvement ouvrier socialiste est une condition vitale et une prémisse sociale de l'existence de la démocratie bourgeoise, Bernstein montre en toute netteté que cette démocratie contredit la tendance intérieure du développement de la société

[33] De 1898 à 1914, la concession de Jiaozhou était un comptoir colonial appartenant à l'empire allemand.

moderne dans la même mesure que le mouvement ouvrier socialiste est son produit direct.

Mais il prouve autre chose aussi. Du fait qu'il pose comme condition principale de la résurrection de la démocratie bourgeoise la renonciation de la classe ouvrière au but final socialiste, il indique combien peu la démocratie bourgeoise est en mesure de servir de prémisse indispensable et de condition au mouvement socialiste et à sa victoire socialiste. Là, les raisonnements de Bernstein forment un cercle vicieux où la conclusion « dévore » la première prémisse.

Il est extrêmement simple de sortir de ce cercle : que le libéralisme bourgeois soit mort d'épouvante devant le mouvement ouvrier qui se développe et devant ses buts finals prouve seulement que le seul soutien de la démocratie est et ne peut être désormais que le mouvement ouvrier socialiste et que ce n'est pas le sort du mouvement socialiste qui dépend de la démocratie bourgeoise, mais au contraire, le sort du développement démocrate qui dépend entièrement du mouvement socialiste ; ensuite, que la force vitale de la démocratie s'accroîtra non pas au fur et à mesure que la classe ouvrière renoncera à la lutte pour sa libération, mais, au contraire, au fur et à mesure que le mouvement socialiste deviendra assez fort pour lutter contre les conséquences réactionnaires de la politique mondiale et de la désertion de la bourgeoisie. Celui qui veut le renforcement de la démocratie, doit vouloir non l'affaiblissement, mais le renforcement du mouvement socialiste ; renoncer aux aspirations socialistes, c'est renoncer au mouvement ouvrier et à la démocratie.

3. La conquête du pouvoir politique

Comme nous l'avons vu, le destin de la démocratie est lié au destin du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie, même dans le meilleur cas, rend-il superflue ou impossible la révolution prolétarienne traduite par la prise du pouvoir d'État, par la conquête du pouvoir politique ?

Bernstein résout cette question en pesant minutieusement les bons et les mauvais côtés des réformes législatives et de la révolution ; il procède à cette opération avec le plaisir de l'épicier qui débite du poivre et de la cannelle. Il voit dans le développement légitime l'action de la raison, dans la marche révolutionnaire, celle du sentiment. Il considère le travail réformateur comme une méthode lente et le travail révolutionnaire comme une méthode rapide de progrès historique ; il voit dans la législation un travail systématique, dans la révolution une force brutale.[34]

Vieille chanson ! Le réformateur petit-bourgeois voit toujours et en tout un « bon » et un « mauvais » côté, il grappille un peu partout. Mais c'est si vieux que le cours des choses véritable ne tient nullement compte de ces combinaisons petites-bourgeoises et que le tas de « bons côtés » soigneusement prélevés sur tout ce qui existe au monde, s'effondre à la première chiquenaude. En réalité, nous voyons que dans l'histoire la réforme législative et la révolution sont dues à des causes beaucoup plus profondes que les qualités ou les défauts de telle ou telle méthode.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, les réformes législatives ont servi à renforcer graduellement une classe en évolution, jusqu'à ce qu'elle se sente assez mûre pour prendre le pouvoir politique et détruire tout le système juridique existant, afin d'en construire un nouveau. Bernstein qui flagelle la théorie de la prise du pouvoir politique en tant que théorie de la violence de Blanqui, a eu un gros ennui : il a pris pour une simple faute blanquiste ce qui, durant des centaines d'années,

[34] E. Bernstein, *op. cit.*, p. 183.

fut l'axe et la force motrice de l'histoire humaine. Depuis qu'existe la société divisée en classes et que la lutte de classe forme le contenu principal de son histoire, la conquête du pouvoir politique fut toujours le but de toutes les classes ascendantes, le point de départ et le terme de toute période historique. Nous l'observons dans la longue lutte de la paysannerie contre le capital-argent et les patriciens de la Rome antique, dans la lutte des patriciens contre les évêques, et dans la lutte des artisans contre les patriciens dans les villes du moyen âge, et dans la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité aux temps modernes.

Ainsi, la réforme législative et la révolution ne sont pas des méthodes différentes du progrès historique, que l'on peut choisir à sa guise dans le buffet de l'histoire, comme des saucisses chaudes ou froides ; ce sont différents moments du développement de la société divisée en classes qui se déterminent et se complètent ou s'excluent l'un l'autre comme, par exemple, les pôles Nord et Sud, ou comme la bourgeoisie et le prolétariat.

Tel ou tel régime d'État établi par la loi n'est que le produit de la révolution. Alors que la révolution est un acte politique créateur de l'histoire des classes, la législation est le soutien de l'existence politique de la société. L'activité réformiste législative n'a pas de force motrice propre, indépendante de la révolution ; à chaque époque historique, elle continue son mouvement dans la même direction, jusqu'à ce qu'agisse l'impulsion reçue lors du dernier bouleversement ou, plus concrètement, dans le cadre de la forme sociale créée par ce bouleversement. Là est le fond de la question.

Se représenter les réformes législatives comme une révolution de longue durée et la révolution comme une réforme condensée, est erroné et anti-historique. Le bouleversement social et la réforme législative sont différents non par *leur durée*, mais par *leur nature*. Tout le secret des bouleversements historiques accomplis par le pouvoir politique consiste justement à transformer de simples changements quantitatifs en une qualité nouvelle, à passer d'une période historique, d'un régime social vers un autre.

Ainsi, celui qui se prononce pour la voie légale des réformes au lieu de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, choisit en fait non pas une voie plus calme, plus sûre et plus lente vers le même but, mais un but tout à fait différent : au lieu de la réalisation d'un nouveau régime social, des changements insignifiants de l'ancien régime. Les conceptions politiques du révisionnisme se ramènent à la même conclusion que sa théorie économique : ce n'est donc pas l'établissement du régime *socialiste*, qu'il veut, mais seulement la transformation du régime *capitaliste*, il ne vise pas à l'anéantissement du système du salariat, mais seulement à une exploitation plus ou moins grande ; bref, il aspire à l'anéantissement des excroissances du capitalisme et non du capitalisme lui-même.

Ces thèses sur les fonctions de la réforme législative et de la révolution ne sont peut-être justes qu'à l'égard de la lutte de classe menée jusqu'à présent ? Peut-être que d'ores et déjà grâce au perfectionnement du système juridique bourgeois, la réforme législative est également appelée à faire passer la société d'une phase historique à une autre, et que la théorie de la prise du pouvoir politique par le prolétariat s'est transformée en « phrase creuse » comme le prétend Bernstein à la page 183 de son traité ?

Nous observons toutefois un phénomène absolument contraire. Qu'est-ce qui différencie la société bourgeoise actuelle des sociétés de l'antiquité et du moyen âge ? Le fait que la domination de classe s'appuie à l'heure actuelle non sur des « droits solidement acquis », mais sur des rapports économiques réels, et que le salariat représente un rapport non pas juridique, mais purement économique. Dans tout notre système juridique, on ne trouvera pas une seule formule de la domination de classe moderne exprimée par la loi. Et si on en décèle des traces comme, par exemple, l'édit sur les domestiques, ce n'est là qu'un vestige des rapports féodaux.

Mais comment abolir graduellement par « voie légale » l'esclavage salarié, s'il n'est pas exprimé dans les lois ? Bernstein, qui veut aborder le travail législatif réformateur, espérant en finir de cette manière avec le capitalisme, se trouve dans la situation du policier russe d'Ouspenski

qui raconte son aventure : « Je le prends vivement au collet. Et que vois-je ? Le coquin n'en a pas ! »… Voilà où gît le lièvre.

« Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées.[35] »

Mais dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme se manifestait dans des rapports juridiques déterminés et en vertu de cela pouvait donc, jusqu'à un certain point, faire place dans les anciennes frontières à de nouveaux rapports en développement. « Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune […].[36] » De quelle façon ? En supprimant graduellement, dans l'enceinte de la ville, les moindres droits sous forme de la corvée, de diverses redevances payées par les héritiers du serf à son maître, de la taille, du mariage coercitif, des droits d'héritage, etc., dont l'accumulation constitue le servage.

« […]De même que le roturier s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal. [37] » Comment ? Par l'anéantissement partiel et de pure forme ou par le relâchement des chaînes qui liaient les travailleurs des ateliers, par la transformation graduelle de l'administration, des finances et de l'art militaire dans une proportion répondant au strict nécessaire.

Ainsi, en examinant la question d'une manière abstraite et non historique, on peut au moins *supposer* d'après les anciens rapports de classes que le passage de la société féodale à la société bourgeoise s'est accompli à l'aide de réformes purement législatives. Mais en fait, nous voyons que là aussi les réformes législatives ont servi à préparer et à réaliser la conquête du pouvoir politique par la bourgeoisie et non à la rendre superflue. Un véritable bouleversement politique et social fut aussi nécessaire pour l'abolition du servage que pour celle de la féodalité.

[35] K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, Éditions Sociales, Paris, 1954, p. 39.
[36] Ibid.
[37] Ibid.

Il en est autrement aujourd'hui. Ce n'est pas la loi qui oblige le prolétariat à subir le joug du capital, mais le besoin et l'absence de moyens de production. Aucune loi du monde ne peut lui offrir ces moyens dans le cadre de la société bourgeoise, car ce n'est pas la loi, mais le développement économique qui les lui a fait perdre.

Ensuite, l'exploitation dans les rapports du salariat n'est pas non plus basée sur des lois, le niveau du salaire étant déterminé par des facteurs économiques et non par la voie législative. L'exploitation elle-même n'est pas déterminée par les décrets législatifs, mais par ce fait purement économique que la force de travail, intervenant comme marchandise, possède, entre autre, l'agréable qualité de constituer une valeur même supérieure à celle qu'elle absorbe sous la forme des moyens d'existence de l'ouvrier. Bref, les rapports fondamentaux de la domination de classe capitaliste ne peuvent être changés au moyen des réformes législatives sur le terrain du régime bourgeois, parce qu'ils ne sont pas créés par les lois bourgeoises et n'ont pas reçu leur forme de ces dernières. Bernstein l'ignore, sans doute, puisqu'il espère une « réforme » socialiste ; mais sans s'en rendre compte, il en parle lui-même à la page 10 de son ouvrage : « Le motif économique agit maintenant librement là où il était caché autrefois par les rapports de domination et toute sorte d'idéologies ».

Une considération encore. Le régime capitaliste possède une autre particularité : en se développant, les éléments de la future société prennent d'abord une forme qui les éloigne du socialisme au lieu de les rapprocher. Le caractère social commence à se manifester de plus en plus dans la production. Mais sous quelle forme ? Sous celle des grandes entreprises, des sociétés par actions, des cartels, où les antagonismes capitalistes, l'exploitation et l'oppression de la main-d'œuvre atteignent leur paroxysme.

Dans le domaine militaire, ce développement conduit à étendre le service militaire obligatoire et à réduire sa durée, c'est-à-dire qu'il tend matériellement à l'armée populaire. Mais le tout sous forme de militarisme contemporain, où la domination de l'État militaire sur le

peuple et le caractère de classe de l'État se révèlent de la façon la plus éclatante.

Dans les rapports politiques, le développement de la démocratie, du fait qu'il se trouve dans des conditions favorables, conduit à la participation de toutes les couches de la population à la vie politique, par conséquent, à la formation, jusqu'à un certain point, d'un « État populaire ». Mais ceci s'exprime par le parlementarisme bourgeois, où les antagonismes de classes et la domination de classe, loin d'être anéantis, se développent et se manifestent plus nettement. Étant donné que tout le développement capitaliste se produit, comme on le voit, dans les contradictions, il faut, pour séparer la graine de la société socialiste de l'écale capitaliste en contradiction avec elle, recourir à la prise du pouvoir politique par le prolétariat et à la destruction totale du système capitaliste.

Mais Bernstein fait d'autres conclusions. Si le développement de la démocratie mène à l'approfondissement et non à l'affaiblissement des contradictions capitalistes, « la social-démocratie, si elle ne veut pas compliquer sa tâche, devrait s'efforcer d'empêcher autant que possible les réformes sociales et l'élargissement des institutions démocratiques », nous dit-il.[38] Nul doute que cela se serait produit si la social-démocratie avait goût, à la manière petite-bourgeoise, à une occupation aussi futile que de choisir les bons côtés de l'histoire et d'en rejeter les mauvais. Mais pour être conséquente, elle devrait alors « aspirer » à la destruction du capitalisme lui-même, qui est indéniablement le plus grand mal et qui lui dresse toute sorte d'obstacles sur la voie du socialisme. En fait, le capitalisme présente, en même temps que les obstacles, la seule possibilité de réaliser le programme socialiste. Ceci concerne aussi entièrement la démocratie.

Si la démocratie est devenue pour la bourgeoisie partiellement superflue, partiellement gênante, elle est en revanche indispensable et obligatoire pour la classe ouvrière. Indispensable, tout d'abord parce qu'elle crée les formes politiques (autogestion, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de points de départ et d'appui pour la trans-

[38] E. Bernstein, *op. cit.*, p. 71.

formation de la société bourgeoise. Obligatoire, parce que c'est en elle seulement que le prolétariat qui lutte pour la démocratie et use de ses droits, peut prendre conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

Bref, la démocratie est indispensable, non parce qu'elle rend superflue la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais au contraire, parce qu'elle rend cette prise du pouvoir nécessaire et seule possible. Lorsque dans sa préface aux *Luttes de classes en France* Engels donne une fois de plus un aperçu de la tactique du mouvement ouvrier contemporain et oppose aux barricades la lutte légale, il considère, comme en témoigne chaque phrase du texte, non pas la question de la prise définitive du pouvoir politique, mais bien celle de la lutte quotidienne du moment donné ; ce qui l'intéresse, ce ne sont pas les actes du prolétariat envers l'État capitaliste au moment de la prise du pouvoir politique, mais ses actes dans le cadre de l'État capitaliste. En un mot, Engels donne des indications au prolétariat asservi, et non au prolétariat victorieux.

Au contraire, la célèbre expression de Marx à propos de la question agraire en Angleterre, à laquelle se réfère également Bernstein, que « selon toute probabilité, il serait moins cher de racheter aux landlords », se rapporte aux actes du prolétariat *après* sa victoire et non *avant*. Car il ne peut s'agir, au bout du compte, du rachat des terres chez les classes dominantes que lorsque la classe ouvrière est au pouvoir. Marx a seulement présumé la possibilité de réaliser la dictature du prolétariat par voie pacifique et non de remplacer cette dictature par des réformes sociales capitalistes. Pour Marx comme pour Engels, la nécessité même de la prise du pouvoir politique par le prolétariat était indubitable. C'est pourquoi il reste à Bernstein le privilège d'estimer que le poulailler du parlementarisme bourgeois est un organisme appelé à accomplir le bouleversement le plus puissant de l'histoire mondiale ; le passage de la société de la forme capitaliste à la forme socialiste.

Mais Bernstein a commencé sa théorie par l'appréhension que le prolétariat ne prenne pas trop tôt le gouvernail et par une mise en garde contre cette éventualité. Dans ce cas, dit-il, le prolétariat laisserait le

régime bourgeois exactement tel qu'il est à présent et subirait lui-même une grave défaite. Cette crainte prouve en premier lieu que la théorie de Bernstein contient pour le prolétariat – au cas où les circonstances l'obligeraient à prendre le pouvoir en mains – une seule indication « pratique » : aller dormir. Mais de ce fait elle se condamne elle-même en tant que théorie qui, au moment le plus critique de la lutte, voue le prolétariat à l'inactivité, par conséquent, à une trahison passive de sa propre cause.

Notre programme ne serait qu'un misérable chiffon de papier s'il n'était pas capable de nous servir à *toute* éventualité et à *tout* moment de la lutte, de nous servir précisément par son application à la vie et non par son omission. En vérité ! Si notre programme donne la formule du développement historique de la société du capitalisme au socialisme, il doit, en conséquence, formuler les phases transitoires de ce développement, les présenter en traits généraux ; il doit donc être en mesure d'indiquer à chaque moment, au prolétariat, l'attitude à adopter pour se rapprocher du socialisme. Il en découle que pour le prolétariat il ne peut y avoir en général de moment où il soit obligé de délaisser son programme, ni de moment, où au contraire, ce programme l'abandonne.

Cela s'exprime pratiquement par le fait qu'il ne peut y avoir de moment où le prolétariat placé au gouvernail par la marche des événements soit incapable ou dispensé de prendre des mesures quelconques pour réaliser son programme, ou des mesures provisoires menant au socialisme. Derrière l'affirmation que le programme socialiste peut, à un moment quelconque de la domination politique du prolétariat, se trouver absolument impuissant et incapable de donner des indications sur sa réalisation, se cache une autre affirmation, à savoir que le programme socialiste est absolument irréalisable.

Et si les mesures transitoires s'avéraient prématurées ? Cette question cache tout un écheveau d'erreurs quant à la marche réelle des bouleversements sociaux.

La prise du pouvoir politique par le prolétariat, c'est-à-dire par les larges masses populaires, ne peut, tout d'abord, être réalisée par une

soie artificielle. Le fait même de la prise du pouvoir politique présume toujours un certain degré de développement des rapports politiques et économiques, si l'on ne prend pas en considération les cas où, comme cela s'est produit sous la Commune de Paris, la domination du prolétariat lui est accordée à titre d'exception, comme un bien délaissé par tous et non comme le résultat de sa lutte consciente pour un but déterminé. C'est là que réside la principale différence entre le coup d'État blanquiste, effectué par la « minorité décisive », qui est toujours inattendu et, par conséquent, toujours intempestif, et la prise du pouvoir politique par les grandes masses populaires pénétrées de la conscience de classe. Une telle conquête du pouvoir ne peut être que le produit d'une chute amorcée de la société bourgeoise, et de ce fait, elle porte en elle-même la loi économique et politique de son apparition.

Si, d'une part, du point de vue des conditions de l'évolution sociale, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière ne peut en aucun cas s'accomplir « trop tôt », elle doit, d'autre part, s'accomplir forcément « trop tôt » du point de vue de l'effet politique : garder le pouvoir. La révolution prématurée qui donne des insomnies à Bernstein, est suspendue au-dessus de nous comme l'épée de Damoclès, et rien n'y fera : ni les prières, ni les supplications, ni la peur. Cela doit être ainsi pour deux raisons très simples.

Premièrement, le bouleversement violent qu'est la transition de la société du régime capitaliste vers le socialisme, ne peut s'effectuer d'emblée par un coup victorieux du prolétariat. Supposer quelque chose dans ce genre, c'est témoigner à nouveau d'une conception purement blanquiste. La révolution socialiste présuppose une lutte longue et opiniâtre, où le prolétariat, selon toute probabilité, sera refoulé plus d'une fois, de sorte qu'à l'égard du résultat final de la lutte, il doit, pour la première fois, par nécessité, se mettre « trop tôt » au gouvernail.

D'autre part, on ne peut non plus éviter une prise du pouvoir d'État « prématurée » pour la simple raison que ces attaques « prématurées » du prolétariat sont elles-mêmes un facteur extrêmement important, qui crée les conditions politiques de la victoire définitive ; en outre, ce n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagnera

la prise du pouvoir par le prolétariat, dans le feu de combats longs et acharnés, que le prolétariat pourra atteindre le degré voulu de maturité politique qui le rendra capable d'accomplir le grand bouleversement final. Ainsi, les attaques « prématurées » du prolétariat contre le pouvoir politique d'État sont par elles-mêmes des moments historiques essentiels, qui entraînent et déterminent le moment de la victoire définitive. De ce point de vue, l'idée même de la prise « prématurée » du pouvoir par le peuple travailleur est une sottise politique, qui découle de la conception mécanique du développement de la société et qui présume, pour la victoire de la lutte de classe, un moment déterminé, ! extérieur à cette lutte et indépendant d'elle.

Or, comme le prolétariat ne peut prendre le pouvoir politique que « trop tôt », autrement dit, comme il doit, une ou plusieurs fois, le prendre forcément « trop tôt » afin de le conquérir solidement, l'opposition à la prise du pouvoir « prématurée » n'est rien qu'une opposition générale aux aspirations du prolétariat à conquérir le pouvoir politique.

De même que tous les chemins mènent à Rome, nous arrivons ici logiquement à la conclusion que le conseil du révisionnisme de renoncer au *but final* socialiste équivaut au conseil de renoncer à tout le *mouvement* socialiste.

4. La faillite

Bernstein a commencé sa révision du programme social-démocrate en niant la théorie de la faillite du régime capitaliste. Mais comme la chute de la société bourgeoise est la pierre angulaire du socialisme scientifique, la suppression de cette pierre angulaire conduit logiquement à la ruine de toute la conception socialiste de Bernstein. Au cours des débats, le désir de défendre sa première affirmation le pousse à céder l'une après l'autre les positions du socialisme.

L'expropriation de la classe des capitalistes étant impossible sans la chute du capitalisme, Bernstein renonce à l'expropriation, faisant de la réalisation graduelle du « principe des associations » le but du mouvement ouvrier.

Mais le principe des associations ne pouvant être réalisé sous le mode de production capitaliste, Bernstein renonce à la socialisation de la production et en arrive à la réforme dans le domaine du commerce, vers des unions de consommation.

La transformation de la société à l'aide des unions de consommation et des syndicats ne se concilie pas avec le développement matériel de la société capitaliste, aussi Bernstein renonce-t-il à la conception matérialiste de l'histoire.

Sa théorie du développement économique étant incompatible avec la loi marxiste de la plus-value, Bernstein renonce à la loi de la valeur et de la plus-value, et, du coup, à toute la théorie économique de Karl Marx.

Mais comme dans la société moderne la lutte de classe du prolétariat est impossible sans but final déterminé et sans base économique, Bernstein renonce à la lutte de classe et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois.

Dans la société divisée en classes la lutte de classe étant un phénomène parfaitement naturel et inévitable, Bernstein nie systématiquement l'existence même des classes dans la société moderne : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus sans liens politiques, moraux, ni même économiques. Il en est de même pour la bourgeoisie

qui, selon Bernstein, est politiquement unie par une pression extérieure venue d'en haut ou d'en bas et non par ses intérêts économiques intérieurs.

Si la lutte de classe ne possède pas de base économique, s'il n'y a pas de classes du tout, en somme, la future lutte du prolétariat contre la bourgeoisie semble impossible, ainsi que la lutte qui s'est déroulée jusqu'à présent ; l'existence de la social-démocratie et ses succès sont donc inexplicables. A moins qu'il ne faille y voir le résultat d'une pression politique exercée par le gouvernement ? Selon Bernstein, elle peut être conçue non comme le résultat normal du développement historique, mais comme un produit accidentel du cours des Hohenzollern, non comme l'enfant légitime de la société capitaliste, mais comme un bâtard de la réaction. C'est ainsi que Bernstein passe, avec une logique implacable, de la conception matérialiste de l'histoire à sa conception dans l'esprit de la *Gazette de Francfort* et de la *Gazette de Foss.*[39]

Après avoir rejeté toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste à Bernstein qu'à trouver la situation actuelle satisfaisante, du moins dans son ensemble. Mais cela ne l'effraye pas non plus. Il estime qu'à l'heure actuelle la réaction en Allemagne n'est pas tellement puissante ; « dans les États de l'Europe occidentale la réaction politique est presque insensible », dans presque tous les États occidentaux, « les classes bourgeoises s'en tiennent, envers le mouvement socialiste, à une politique défensive, tout au plus, et non à une politique de violence »[40]. Les ouvriers ne s'appauvrissent pas, ils s'enrichissent au contraire ; la bourgeoisie progresse politiquement, elle est même moralement saine ; la réaction et l'oppression sont insensibles : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes…

C'est ainsi que Bernstein nous mène de A à Z d'une manière parfaitement logique et conséquente. Il a commencé par renoncer au *but final* pour le mouvement. Or, comme il ne peut y avoir en réalité de mouvement social-démocrate sans but socialiste, il finit obligatoirement par renoncer au *mouvement* même.

[39] Journaux du libéralisme bourgeois allemand.

[40] *En avant !*, 26 mars 1899.

Voilà donc effondrée la théorie socialiste de Bernstein. L'édifice grandiose, symétrique et merveilleux du système marxiste s'est transformé chez lui en un amas de décombres, où ont trouvé leur tombe commune les restes de tous les systèmes, les bribes de pensées de toutes les intelligences, grandes et petites. Marx et Proudhon, Léo von Buch et Franz Oppenheimer, Friedrich-Albert Lange et Kant, Prokopovitch et le docteur baron von Neupauer, Herkner et Schulze-Gaevernitz, Lassalle et le professeur Julius Wolf, tous ont contribué au système de Bernstein, il a appris un peu chez tous. Rien d'étonnant à cela ! En délaissant son point de vue de classe, il a perdu la boussole politique ; en renonçant au socialisme scientifique, il a perdu l'axe spirituel de cristallisation autour duquel les faits isolés se groupent en un tout organique qu'est la vision du monde conséquente.

Cette théorie, fabriquée de miettes de tous les systèmes sans distinction, semble à première vue absolument objective. Bernstein ne veut pas entendre parler de « science du parti » ou plutôt de science de classe, de libéralisme de classe, de morale de classe. Il croit représenter la science abstraite de l'humanité, le libéralisme abstrait, la morale abstraite. Mais comme en réalité la société se compose de classes dont les intérêts, les aspirations et les idées sont diamétralement opposés, la science de l'humanité en matière de questions sociales, le libéralisme abstrait et la morale abstraite ne sont de nos jours qu'illusion et chimère. Ce que Bernstein prend pour la science, l'humanité, la démocratie, la morale n'est qu'une science dominante, c'est-à-dire une science bourgeoise, une démocratie bourgeoise, une morale bourgeoise.

En vérité ! Lorsqu'il renie le système économique de Marx pour jurer par la théorie de Brentano, de Böhm-Jevons, de Say, de Julius Wolf, ne remplace-t-il pas la base scientifique de la libération de la classe ouvrière par l'apologie de la bourgeoisie ? En parlant du caractère universellement humain du libéralisme et transformant le socialisme en une de ses variétés, ne prive-t-il pas le socialisme de son caractère de classe, c'est-à-dire de son contenu historique, et, par conséquent, de tout contenu en général ; et n'érige-t-il pas, au contraire, la porteuse

historique du libéralisme – la bourgeoisie – en représentante des intérêts de l'humanité ?

Et lorsqu'il part en campagne contre « l'élévation des facteurs matériels au degré des forces de développement toutes-puissantes », contre « l'attitude méprisante envers l'idéal » dans la social-démocratie, lorsqu'il défend l'idéalisme et la morale et se dresse en même temps contre la seule source de renaissance morale du prolétariat – la lutte de classe révolutionnaire – cela ne revient-il pas, en fait, à prêcher à la classe ouvrière la quintessence de la morale bourgeoise : se réconcilier avec le régime existant et reporter ses espoirs dans l'au-delà des idées morales ?

Enfin, en visant de ses flèches les plus meurtrières la dialectique, ne lutte-t-il pas contre la manière de penser spécifique du prolétariat qui a une conscience de classe ? Ne lutte-t-il pas contre l'arme qui a aidé le prolétariat à chasser les ténèbres de son avenir historique, contre l'arme spirituelle qui permet au prolétariat, encore opprimé économiquement, de triompher de la bourgeoisie en prouvant l'existence éphémère de celle-ci et sa propre victoire inéluctable ; ne lutte-t-il pas contre cette arme grâce à laquelle la révolution est déjà accomplie spirituellement ? Ayant pris congé de la dialectique et s'étant assuré un équilibre de pensée suivant le principe : « d'une part, d'autre part », « il est vrai, mais », « bien que, cependant », « plus ou moins », Bernstein adopte avec beaucoup de logique le mode de pensée historiquement fondé de la bourgeoisie déclinante, et qui est le fidèle reflet spirituel de sa vie sociale et de son activité politique. Le « d'une part, d'autre part », « mais si », qui caractérise la politique de la bourgeoisie moderne, rappelle parfaitement le mode de pensée de Bernstein, mode de pensée qui est le meilleur et le plus juste symptôme de sa conception bourgeoise.

Mais Bernstein estime à présent que le mot « bürgerlich »[41] n'est pas une expression de classe, mais une notion concernant toute la société. Cela signifie simplement qu'il met les points sur les « i » avec esprit de suite, qu'avec la science, la politique, la morale et le mode

[41] « Bourgeois » en français.

de pensée il a également remplacé le langage historique du prolétariat par le langage de la bourgeoisie. En désignant par le mot « Bürger » l'homme tout court, bourgeois ou prolétaire, il identifie l'homme au bourgeois et la société humaine à la société bourgeoise.

L'ouvrage de Bernstein eut une grande importance historique pour le mouvement ouvrier allemand et international : c'était la première tentative de donner une base aux courants opportunistes dans la social-démocratie. Les courants opportunistes surgissent depuis assez longtemps dans notre mouvement, si l'on considère leurs apparitions sporadiques, par exemple dans la question des subsides pour la construction de la flotte. En tant que courant homogène et nettement exprimé, l'opportunisme n'apparaît qu'au début des années 90, depuis l'abolition de la loi sur les socialistes et la reconquête de la légalité. Le socialisme d'État de Vollmar, le vote du budget en Bavière, le socialisme agraire de l'Allemagne du Sud, la proposition des compensations faites par Heine, enfin, les idées de Schippel relatives aux droits de douane et à la milice, tels sont les jalons dans le développement de la pratique opportuniste.

Qu'est-ce qui les différenciait tout d'abord extérieurement ? Leur animosité envers la « théorie ». C'est compréhensible, car notre théorie, c'est-à-dire les principes du socialisme scientifique, trace les frontières exactes de l'activité pratique quant au *but* poursuivi aussi bien qu'aux *moyens* de lutte employés, enfin, au *moyen* de lutte. D'où l'on observe chez ceux qui courent seulement après les résultats pratiques, une aspiration naturelle à se libérer, c'est-à-dire à séparer notre pratique de la « théorie », à rendre la première absolument indépendante de celle-ci.

Mais cette même théorie les bat à chaque tentative de travail pratique : socialisme d'État, socialisme agraire, politique de compensations, problème de la milice, tout ceci est en même temps une défaite de l'opportunisme. Il est clair que si ce courant avait voulu tenir dans la lutte contre nos principes, il aurait dû se résoudre à aborder de près la théorie, les principes ; au lieu de l'ignorer, il aurait dû s'efforcer de l'ébranler pour créer sa propre théorie. La théorie de Bernstein fut ce

genre de tentative, c'est pourquoi tous les éléments opportunistes se rallièrent immédiatement autour de son drapeau au congrès du parti de Stuttgart[42]. Si, d'une part, les tendances opportunistes sont pratiquement un phénomène naturel et peuvent s'expliquer par les conditions de notre lutte et de son essor, la théorie de Bernstein est, d'autre part, une tentative non moins compréhensible de donner à ces courants une expression théorique générale, de chercher pour eux des prémisses théoriques personnelles, d'en finir avec le socialisme scientifique. Aussi la théorie de Bernstein fut-elle dès le début pour l'opportunisme une épreuve théorique, la première reconnaissance scientifique de son existence.

Nous avons déjà vu les résultats de cette épreuve. L'opportunisme est incapable de créer une théorie positive pouvant résister à la critique. Tout ce qu'il peut faire, c'est réfuter certains fondements de la théorie de Marx, puis passer à la destruction de tout le système de haut en bas, cette théorie étant un édifice solide. Cela prouve que la pratique opportuniste est, de par sa nature, foncièrement incompatible avec le système de Marx.

Mais cela prouve aussi que l'opportunisme est incompatible avec le socialisme en général, que par sa tendance intérieure il s'efforce de pousser le mouvement ouvrier sur la voie bourgeoise, c'est-à-dire qu'il paralyse complètement la lutte de classe prolétarienne. L'on conçoit l'impossibilité d'identifier historiquement la lutte de classe prolétarienne et le système de Marx. Avant Marx, et indépendamment de lui, le mouvement ouvrier existait ainsi que divers systèmes socialistes, dont chacun correspondait entièrement aux conditions de son époque, à l'expression théorique des aspirations libératrices de la classe ouvrière. L'argumentation du socialisme par les notions morales de l'équité, la

[42] Le congrès de Stuttgart de la social-démocratie allemande, qui se tint du 3 au 8 octobre 1898, examina pour la première fois la question du révisionnisme dans la social-démocratie allemande. On débattit au congrès en l'absence de Bernstein sa déclaration, dans laquelle il analysait et défendait ses idées opportunistes, exposées précédemment dans de nombreux articles. Parmi les adversaires de Bernstein, il n'y avait pas d'unité. Bebel, Kautsky et d'autres se prononçaient pour une lutte idéologique et pour la critique des erreurs de Bernstein, mais ils s'opposaient à l'application de mesures d'organisation contre lui. La minorité, Rosa Luxembourg en tête, intervenait plus résolument contre le bernsteinisme.

lutte contre le mode de répartition à la place de la lutte contre le mode de production, les antagonismes de classe envisagés comme antagonismes entre pauvres et riches, le désir de vérifier le principe des « associations » dans le cadre de l'économie capitaliste, que nous rencontrons dans la théorie de Bernstein – tout ceci a déjà eu lieu dans l'histoire. Et toutes ces théories, malgré leur insuffisance, étaient à leur époque les véritables théories de la lutte de classe prolétarienne ; c'étaient ces bottes d'enfant gigantesques dans lesquelles le prolétariat a appris à marcher sur la scène de l'histoire.

Mais depuis que le développement de la lutte de classes et de ces conditions sociales a conduit à renoncer à ces théories et à formuler les principes du socialisme scientifique, il ne peut y avoir, en Allemagne, du moins, d'autre socialisme que le socialisme de Marx ; il ne peut y avoir de lutte de classe socialiste en dehors de la social-démocratie. Maintenant, le socialisme et le marxisme, la lutte prolétarienne libératrice et la social-démocratie sont des notions identiques. C'est pourquoi revenir de nos jours aux anciennes théories socialistes qui existaient avant Marx, ce n'est pas remettre les bottes d'enfant gigantesques du prolétariat ; non, c'est enfiler à nouveau les souliers nains éculés de la bourgeoisie.

La théorie de Bernstein fut la *première*, mais en même temps la *dernière* tentative de donner une base théorique à l'opportunisme. Nous disons dernière, parce que l'opportunisme est allé si loin dans le système de Bernstein – du point de vue négatif dans le reniement du socialisme scientifique, du point de vue positif dans la fusion désordonnée de toute sorte de fatras théorique – qu'on ne peut pousser plus avant. Dans l'ouvrage de Bernstein, l'opportunisme a achevé son développement dans la théorie et parvient à ses conclusions finales.

La théorie de Marx n'est pas seulement capable de réfuter théoriquement l'opportunisme, c'est elle, et elle seule, qui peut l'expliquer en tant que phénomène historique dans le processus de formation du parti. Le mouvement mondial historique du prolétariat vers la victoire n'est effectivement « pas une chose tellement facile ». Toute la particularité de ce mouvement consiste en ce que, pour la première

fois dans l'histoire, les masses populaires défendent elles-mêmes leurs aspirations et les défendent contre toutes les classes dominantes, mais doivent reporter ces aspirations au-delà de la société moderne, hors de ses frontières. Les masses ne peuvent forger ces aspirations que dans la lutte continuelle contre le régime existant, seulement dans le cadre de ce régime. La fusion des larges masses populaires avec un but qui sort de tout régime existant, la fusion de la lutte quotidienne avec la grande réforme mondiale, tel est le grand problème du mouvement social-démocrate, qui doit pour cela, au cours de son mouvement, se frayer un chemin entre deux écueils : entre la négation du caractère de masse du mouvement et la négation de son but final, entre le retour à l'état de secte et la transformation en mouvement bourgeois réformiste, entre l'anarchisme et l'opportunisme.

Il est vrai qu'un demi-siècle auparavant, la théorie de Marx avait forgé dans son arsenal théorique une arme mortelle contre ces deux extrêmes. Mais comme notre mouvement est précisément un mouvement de masse et comme les dangers qui le menacent sont créés non par l'imagination humaine, mais par les conditions sociales, la théorie de Marx ne pouvait, dès le début, prévenir une fois pour toutes les écarts anarchistes et opportunistes. Ils doivent être vaincus par le mouvement même, évidemment à l'aide de l'arme créée par Marx, après avoir été réalisés en pratique. La social-démocratie a déjà surmonté un moindre danger – la rougeole anarchiste – en venant à bout du « mouvement des indépendants » ; à l'heure actuelle elle lutte avec un danger plus grand – l'hydropisie opportuniste.

L'immense extension qui caractérise le mouvement des dernières années, la complexité des conditions et des tâches pour lesquelles il faut lutter, devaient faire surgir à un moment donné le scepticisme quant à la possibilité d'atteindre le grand but final et des hésitations en ce qui concerne l'élément idéologique du mouvement. C'est ainsi, et pas autrement, que doit s'accomplir le grand mouvement prolétarien, et tous ces moments d'hésitation et d'abattement ne sont pas inattendus pour la théorie de Marx : au contraire, Marx les a prévus et prédits depuis longtemps.

> « Les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIII[e] siècle [écrivait Marx un demi-siècle auparavant dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*], se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent, les hommes et les choses semblent être pris dans des feux de diamants, l'enthousiasme extatique est l'état permanent de la société, mais elles sont de courte durée. Rapidement, elles atteignent leur point culminant, et un long malaise s'empare de la société avant qu'elle ait appris à s'approprier d'une façon calme et posée les résultats de sa période orageuse. Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX[e] siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient :
>
> *Hic Rhodus, hic salta !*
>
> C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser ![43] »

Ceci est demeuré juste après que fut créée la théorie du socialisme scientifique. Grâce à elle, le mouvement prolétarien n'est pas encore devenu d'emblée social-démocrate, ni en Allemagne ni ailleurs ; il devient chaque jour plus social-démocrate ; il le devient au cours de la lutte et grâce à la lutte inlassable contre les brusques écarts vers l'anarchisme et vers l'opportunisme, qui constituent seulement des moments

[43] K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales internationales, Paris, 1928, p. 27.

du mouvement de la social-démocratie, considérée comme un processus.

Ce n'est donc pas l'apparition du courant opportuniste qui est imprévue, mais plutôt son impuissance. Tant que l'opportunisme perçait dans des cas isolés de la pratique du parti, on pouvait encore lui supposer une base théorique sérieuse. Mais maintenant que ce courant a reçu une expression parfaitement claire dans l'ouvrage de Bernstein, chacun pousse malgré lui une exclamation étonnée : comment ! c'est tout ce que vous avez à dire ? Pas trace d'idée nouvelle ! Pas une idée qui n'ait été réfutée, écrasée, ridiculisée, anéantie des dizaines d'années auparavant par le marxisme !

Il a suffi à l'opportunisme de parler pour montrer qu'il n'avait rien à dire. C'est au fond là ce qui fait l'importance de l'œuvre de Bernstein pour l'histoire du parti.

En quittant le mode de pensée du prolétariat révolutionnaire, la dialectique et la conception matérialiste de l'histoire, Bernstein peut les remercier d'avoir trouvé pour sa métamorphose des circonstances atténuantes. Car seules la dialectique et la conception matérialiste de l'histoire justifient dans leur générosité son apparition en tant qu'instrument spécial, mais inconscient, à l'aide duquel le prolétariat ascendant manifeste son hésitation temporaire pour le jeter loin de lui avec un rire sarcastique après l'avoir dûment examiné.

Éditions en Langues Étrangères

Collection Classiques en couleurs

1. **Cours de base de marxisme-léninisme-maoïsme**
   PCI (maoïste)
2. **Les courants philosophiques dans le mouvement féministe**
   Anuradha Ghandy
4. **La nécessité communiste**
   J. Moufawad-Paul
8. **Stratégie pour la libération de la Palestine**
   FPLP
10. **Notre guerre populaire et ses particularités**
    José Maria Sison
11. **Repenser le socialisme: Qu'est ce que la transition socialiste ?**
    Deng-yuan Hsu & Pao-yu Ching
14. **Perspectives urbaines**
    PCI (maoïste)
15. **Cinq essais philosophiques**
    Mao Zedong
18. **Huit documents historiques**
    Charu Mazumdar
20. **Introduction aux principes de base du marxisme-léninisme**
    José Maria Sison
21. **Pour une analyse scientifique de la question gay**
    Groupe d'étude de Los Angeles
22. **Guide du militant — Araling Aktibista**
    PADEPA
23. **Pédagogie de la Gouvernance**
    Les Advocators

Collection Fondations

1. **Des principes du léninisme**
   J. Staline
2. **Travail salarié et capital & Salaire, prix et profit**
   Karl Marx
3. **Réforme sociale ou révolution**
   Rosa Luxembourg
13. **La question du logement**
    Friedrich Engels

Achevé d'imprimer par Pixartprinting SpA, Via 1° Maggio 8, 30020 Quarto D'albinos (VE)
Dépôt légal : juillet 2022 - *Imprimé en Italie*